

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

31 MARS 2023

SOMMAIRE

- I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ**
- II. COMPTES CONSOLIDÉS, RÉSUMÉS ET ANNEXES**
- III. ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**
- IV. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE**

I - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Faits marquants du semestre

Réorganisation du groupe

Le groupe a fait l'acquisition le 3 octobre 2022 de 85% du Groupe MMV, second opérateur d'hôtels et de résidences-clubs des Alpes françaises (c.f. chapitre II, note 5.13).

En application de la norme IFRS 8 relative aux secteurs opérationnels, le groupe a décidé de créer une nouvelle *Business Unit* « *Distribution & Hospitality* », regroupant les activités de tour-opérateurs (Travel Factory), de distribution (agences immobilières) et d'hébergement (groupe MMV, autres résidences).

Dans le cadre de cette réorganisation, le groupe a décidé de transférer l'activité de conseil (CDA Management et CDA Beijing) dans la *Business Unit* des Parcs de loisirs et l'activité de la société Ingénierie de Loisirs (INGELO) dans les Domaines skiables et activités outdoor.

La présentation par secteur d'activité de l'exercice précédent a été modifiée en conséquence.

Activité du Groupe

Sur le 1^{er} semestre 2023, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Compagnie des Alpes s'élève à 678,5 M€, soit une progression de 25,4 % par rapport au 31 mars 2022. A périmètre comparable, retraité des acquisitions du sous-groupe MMV, le chiffre d'affaires progresse de +14,4%.

L'EBO du groupe passe de 230,4 M€ au premier semestre 2022 à 232,7 M€ au 31 mars 2023.

Evolution des financements du Groupe

Le 16 décembre 2022, le Groupe a signé, avec ses principaux partenaires bancaires, un nouveau financement de type crédit à terme (« Term Loan ») pour 200 millions d'euros, avec une maturité de 5 ans. Ce Term Loan n'est pas tiré au 31 mars 2023, il sera tiré au gré des besoins d'ici décembre 2023.

D'autre part, le Groupe a aussi signé, en date du 28 décembre 2022, un prêt participatif de 42,7 millions d'euros avec une maturité de 8 ans.

Ainsi dans un contexte incertain du marché de la dette et de hausse des taux, le Groupe a sécurisé un volant de financement propre à assurer sa croissance à moyen terme, avec des niveaux de marge compétitifs et a assoupli la documentation de ses financements, notamment en cas d'acquisition.

1.1 Compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2022/2023

(en millions d'euros)	1er Semestre 2022/2023 Périmètre réel (1)	1er Semestre 2022/2023 Périmètre comparable (2)	1er Semestre 2021/2022 Périmètre réel (3)	Variation % Périmètre réel (1) - (3) / (3)	Variation % Périmètre comparable (2) - (3) / (3)
Chiffre d'affaires	678,5	618,9	541,2	25,4%	14,4%
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	232,7	205,5	230,4	1,0%	-10,8%
EBO/CA	34,3%	33,2%	42,6%		
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	151,6	134,6	164,8	-8,0%	-18,3%
Coût de l'endettement net et divers	-9,5		-9,9		
Charge d'impôt	-34,4		-42,8		
Mises en équivalence	10,6		10,2		
RÉSULTAT NET	118,4		122,3		
Minoritaires	-10,7		-9,6		
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	107,6		112,7		

(2) La variation à périmètre comparable exclut les sociétés du groupe MMV

L'Excédent Brut Opérationnel (EBO) est positif à hauteur de 232,7 M€ à périmètre réel et 205,5 M€ à périmètre comparable.

L'EBO du groupe au 31 mars 2023 intègre une aide reçue à l'étranger pour 1,6 M€ et relative à la crise sanitaire. Pour rappel, l'EBO du groupe au 31 mars 2022 prenait en compte des éléments non récurrents pour un montant total de 29,1 M€.

Retraité de ces éléments, l'EBO du groupe progresse de 2,6 M€ à périmètre comparable et ce malgré un choc inflationniste important ayant entraîné une forte progression de certains postes de charges (électricité notamment).

Le résultat opérationnel s'élève à +151,6 M€ (134,6 M€ à périmètre comparable). Retraité des éléments non récurrents (29,1 M€ en 2022 et 1,6 M€ en 2023), il passe de 135,7 en 2022 à 133 M€ en 2023, soit une baisse de 2,7 M€ (-2%).

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 81,4 M€ à périmètre réel et à 71,2 M€ à périmètre comparable, et sont en hausse de 4,5 M€ comparé au premier semestre de l'exercice précédent.

Sur le premier semestre 2022 / 2023, les autres produits et charges se portent à +0,3 M€ contre +1,2 M€ au premier semestre 2022.

Après prise en compte du coût de l'endettement net pour -11,7 M€, des autres produits et charges financiers pour +2,2 M€, d'une charge d'impôt de -34,4 M€, et du résultat des mises en équivalence pour +10,6 M€, le Résultat Net Part du Groupe s'élève à +107,6 M€ contre +112,7 M€ pour la même période de l'exercice précédent.

1.2 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2022 / 2023 s'élève à 678,5 M€ à périmètre réel. À périmètre comparable il se porte à 618,9 M€, et progresse de + 14,4 % par rapport au premier semestre 2021/2022.

(en millions d'euros)	1er Semestre 2022/2023 Périmètre réel (1)	1er Semestre 2022/2023 Périmètre comparable (2)	1er Semestre 2021/2022 Périmètre réel retraité (3)	Variation % Périmètre réel (1) - (3) / (3)	Variation % Périmètre comparable (2) - (3) / (3)
Domaines skiables et activités outdoor	434,8	434,8	392,6	10,7%	10,7%
Parcs de loisirs	149,9	149,9	121,0	23,9%	23,9%
Distribution & Hospitality	93,8	34,2	27,6	239,9%	24,0%
CHIFFRE D'AFFAIRES	678,5	618,9	541,2	25,4%	14,4%

(2) La variation à périmètre comparable exclut les sociétés du groupe MMV

(3) Les données publiées au titre de l'exercice 2021/2022 ont été retraitées pour prendre en compte le changement d'organisation du groupe décrit dans les faits marquants

1.2.1 Domaines skiables

Le chiffre d'affaires des Domaines skiables et activités outdoor a connu une forte croissance au 1^{er} semestre 2022 / 2023, progressant de 10,7% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent pour atteindre 434,8 millions d'euros. S'agissant des remontées mécaniques, dont le chiffre d'affaires progresse de 10,1%, celui-ci est porté à la fois par une augmentation de 4,1% du nombre de journées-skieur, et par une hausse de 5,9% du revenu moyen par journée-skieur (le Groupe ayant notamment partiellement répercuté la hausse des coûts de l'électricité sur les prix de vente des forfaits).

Cette évolution est d'autant plus notable qu'elle s'est faite dans un marché national en contraction de -4%, reflétant des réalités diverses allant jusqu'à -35% en fonction des massifs.

Le chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre, qui représente 15% de l'ensemble du 1^{er} semestre, avait crû de 6,5% par rapport au 1^{er} trimestre de l'exercice précédent, avec une augmentation du nombre de journées-skieur limitée à +1,2%.

L'activité a été nettement plus dynamique au 2^{ème} trimestre, avec une progression de 11,5% du chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'exercice précédent, dont une hausse de 4,6% du nombre de journées-skieur.

Le domaine de Méribel a accueilli avec succès les championnats du Monde de ski alpin du 6 au 19 février 2023, en partenariat avec Courchevel. Cet événement est l'une des manifestations sportives les plus importantes dans l'univers du ski alpin. L'organisation efficiente de ces championnats a permis de limiter son impact sur les journées-skieur de Méribel en préservant des pistes skiables pour le loisir.

1.2.2 Parcs de loisirs

La très bonne dynamique de l'activité observée au cours du 1^{er} trimestre (chiffre d'affaires en hausse de 20,0%) s'est poursuivie au cours du 2^{ème} trimestre, période cependant de plus faible activité puisqu'elle ne représente que 20% de l'ensemble du 1^{er} semestre. Le chiffre d'affaires des Parcs de loisirs a ainsi atteint 149,9 millions d'euros pour le 1^{er} semestre de l'exercice 2022 / 2023, ce qui représente une progression de 23,9% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

L'activité a été particulièrement soutenue tout au long du semestre, et dans l'ensemble des sites, puisque le chiffre d'affaires a progressé de 17% pendant la période d'Halloween, de 20% pendant la période commerciale de Noël et de 42% au cours du 2^{ème} trimestre, par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent.

Fruit des efforts d'investissements d'attractivité déployés par le Groupe et de la stratégie d'optimisation des capacités des sites (élargissement des horaires, augmentation du nombre de jours d'ouverture), la fréquentation est en forte hausse : elle progresse de 22,1% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent, dépassant les 3 millions de visiteurs contre 2,5 millions l'an dernier. La progression a été encore plus forte au 2^{ème} trimestre, notamment au Futuroscope.

La dépense totale par visiteur a augmenté d'environ 1,8% au cours du 1^{er} semestre par rapport à la même période de l'exercice précédent. Elle a notamment bénéficié de la bonne activité des hôtels et d'une croissance du chiffre d'affaires événementiel.

1.2.3 Distribution & Hospitality

Le chiffre d'affaires de la division Distribution & Hospitality a atteint 93,8 millions d'euros au 1^{er} semestre contre 27,6 millions d'euros pour la même période de 2021 / 2022.

Il intègre, depuis le début de l'exercice, MMV dont l'activité s'est élevée à 59,6 millions d'euros au 1^{er} semestre. Son chiffre d'affaires hébergement (net de commissions externes) est en hausse de 13%, bénéficiant notamment de l'ouverture cette saison de la nouvelle résidence club Samoëns Village. L'activité de MMV se caractérise par un taux d'occupation de 83%, et un taux de satisfaction de 85%, en hausse de cinq points par rapport à l'an dernier.

Retraité de l'acquisition de MMV, soit à périmètre comparable, le chiffre d'affaires de la division progresse de 24,0% par rapport au 1^{er} semestre 2021 / 2022.

Cette hausse reflète essentiellement la progression des ventes de packages avec achats fermes de prestations par Travelfactory, qui augmente de plus de 25% grâce notamment au succès des séjours distribués auprès de la clientèle internationale et des millennials. Cette croissance de l'activité est notamment portée par le succès de l'offre Travelski Express en Angleterre.

L'activité des agences immobilières a également été dynamique au cours du 1^{er} semestre, leur chiffre d'affaires ayant augmenté de plus de 20%. Les agences ont notamment bénéficié d'une commercialisation accrue des hébergements en courts séjours, une formule de plus en plus appréciée par la clientèle, ainsi que d'une optimisation du mix de distribution. Ce semestre a aussi été marqué par l'acquisition d'une nouvelle agence à Val-d'Isère et par la création d'une marque commerciale unique baptisée Maison Haute, sous laquelle opèrent désormais toutes les agences immobilières du Groupe.

1.3 Excédent Brut Opérationnel

L'Excédent Brut Opérationnel (EBO) du premier semestre 2023 s'élève à 232,7 M€ à périmètre réel et 205,5 M€ à périmètre comparable. A la même période de l'exercice précédent, il s'élevait à 230,4 M€.

(en millions d'euros)	1er Semestre 2022/2023 Périmètre réel (1)	% du CA 1er Semestre 2022/2023 Périmètre réel	1er Semestre 2022/2023 Périmètre comparable (2)	1er Semestre 2021/2022 Périmètre réel retraité (3)	% du CA 1er Semestre 2021/2022 Périmètre réel	Variation % Périmètre réel (1) - (3) / (3)	Variation % Périmètre comparable (2) - (3) / (3)
Domaines skiables et activités outdoor	207,8	47,8%	207,8	209,9	53,5%	-1,0%	-1,0%
Parcs de loisirs	-4,5	-3,0%	-4,5	18,9	15,6%	-123,6%	-123,6%
Distribution & Hospitality	30,9	32,9%	3,6	3,5	12,8%	771,7%	3,0%
Holdings et Supports	-1,5	NA	-1,5	-1,9	NA	-22,5%	-22,5%
EXCÉDENT BRUT OPERATIONNEL*	232,7	34,3%	205,5	230,4	42,6%	1,0%	-10,8%

(3) Les données publiées au titre de l'exercice 2021/2022 ont été retraitées pour prendre en compte le changement d'organisation du groupe décrit dans les faits marquants

* Le groupe a pris la décision d'inclure dans l'Excédent brut opérationnel des métiers la refacturation des prestations de holdings entre CDA SA et les filiales du groupe. L'EBO global du Groupe reste inchangé.

L'EBO des Domaines skiables et activités outdoor se porte à 207,8 M€ contre 209,9 M€ à la même période de l'exercice précédent. Retraité des éléments non récurrents qui impactaient positivement l'EBO au 31 mars 2022 pour 6,6 M€, l'EBO progresse de 4,5 M€ (+2,1%). La croissance du chiffre d'affaires de plus de 10% est contrebalancée par une hausse contenue des charges d'exploitation, notamment un doublement des coûts d'énergie (+ 20 M€) et une hausse des coûts d'entretien et réparations, de redevances et de marketing en lien avec la hausse de l'activité et l'inflation. Le taux d'EBO est, quant à lui, en retrait de 5,6 points.

L'EBO des Parcs de loisirs s'élève à -4,5 M€ contre +18,9 M€ pour la même période de l'exercice précédent. L'EBO des parcs au 31 mars 2023 intègre une aide relative à la crise sanitaire perçue à l'étranger pour 1,6 M€. Pour rappel, l'EBO des Parcs de loisirs intégrait également au 31 mars 2022 des éléments non récurrents à hauteur de 22 M€. La croissance forte du chiffre d'affaires combinée à l'inflation génère une augmentation des charges d'exploitation (notamment frais de personnel, coûts marketing et coûts d'entretien et de réparations). Les frais de personnel restent cependant stables rapportés au chiffre d'affaires.

L'EBO de la nouvelle *business unit* Distribution & Hospitality se porte à 30,9 M€ à périmètre réel et à 3,6 M€ à périmètre comparable. Il est en progression de 0,1 M€ par comparaison avec la même période de l'exercice précédent à périmètre comparable.

L'EBO des Holdings et supports s'élève à -1,5 M€ contre -1,9 M€ au 31 mars 2022.

1.4 Investissements industriels

(en millions d'euros)	1er Semestre 2022/2023 Périmètre réel (1)	% du CA 1er Semestre 2022/2023 Périmètre réel	1er Semestre 2022/2023 Périmètre comparable (2)	1er Semestre 2021/2022 Périmètre réel retraité (3)	% du CA 1er Semestre 2021/2022 Périmètre réel	Variation % Périmètre réel (1) - (3) / (3)	Variation % Périmètre comparable (2) - (3) / (3)
Domaines skiables et activités outdoor	43,3	10,0%	43,3	32,0	8,1%	35,5%	35,5%
Parcs de loisirs	47,1	31,4%	47,1	27,3	22,6%	72,2%	72,2%
Distribution & Hospitality	6,3	6,7%	0,6	2,0	7,4%	206,9%	-68,8%
Holdings et Supports	4,9	NA	4,9	3,7	NA	32,2%	32,2%
INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS NETS	101,6	15,0%	95,9	65,0	12,0%	56,1%	47,5%

(3) Les données publiées au titre de l'exercice 2021/2022 ont été retraitées pour prendre en compte le changement d'organisation du groupe décrit dans les faits marquants

Le niveau d'investissement est l'un des principaux agrégats de performance suivis par le Groupe, au même titre que le chiffre d'affaires et l'Excédent Brut Opérationnel. Cependant, compte tenu de la saisonnalité de l'activité et des investissements, le ratio Investissements/Chiffre d'affaires doit s'appréhender sur l'ensemble de l'année.

Dans les Domaines skiables et Activités Outdoor, les investissements représentent 43,3 M€ et se composent, essentiellement, de remontées mécaniques, d'appareils d'enneigement et de damage. Par rapport au premier semestre 2021 / 2022, ils sont en hausse de 11,3 M€.

Dans les Parcs de loisirs, ils s'élèvent à 47,1 M€, en hausse de 19,8 M€ comparé au premier semestre 2022 / 2023 en raison d'un phasage différent. Comme les années précédentes, ils résultent d'un programme volontariste d'investissements permettant d'accueillir davantage de clients et d'offrir des expériences immersives générant un niveau de satisfaction élevé.

Dans la Business Unit Distribution & Hospitality, les investissements nets s'élèvent à 6,3 M€ à périmètre réel et 0,6 M€ à périmètre comparable. A la même période l'exercice précédent, ils s'élevaient à 2 M€. Ils correspondent pour l'essentiel aux travaux et aménagements dans les hotels et résidences de tourisme.

Dans les Holdings et supports, les investissements se portent à 4,9 M€ et progressent de 1,2 M€ par comparaison avec la même période de l'exercice précédent. Ils correspondent pour l'essentiel aux investissements dans les outils de billetterie, les sites internet, le CRM et les data lakes au service de nos trois *business units*.

1.5 Résultat Opérationnel

(en millions d'euros)	1er Semestre 2022/2023 Périmètre réel (1)	1er Semestre 2022/2023 Périmètre comparable (2)	1er Semestre 2021/2022 Périmètre réel (3)	Variation % Périmètre réel (1) - (3) / (3)	Variation % Périmètre comparable (2) - (3) / (3)
Excédent brut opérationnel	232,7	205,5	230,4	1,0%	-10,8%
Dotations aux amortissements et provisions	-81,4	-71,2	-66,7	22,0%	6,6%
Autres produits et charges opérationnels	0,3	0,3	1,2	-74,0%	-74,0%
RESULTAT OPERATIONNEL	151,6	134,6	164,8	-8,0%	-18,3%

Le résultat opérationnel s'élève au premier semestre 2023 à 151,6 M€ à périmètre réel (134,6 M€ à périmètre comparable) contre 164,8 M€ au 31 mars 2022. Retraité des éléments non récurrents impactant favorablement l'EBO du groupe le premier semestre de cet exercice pour 1,6 M€ et le premier semestre de l'exercice précédent pour 29,1 M€, il est en recul de 2,7 M€.

Outre l'évolution à la hausse de l'EBO, les dotations aux amortissements et provisions progressent de 4,5 M€ à périmètre comparable et de 14,7 M€ à périmètre réel, expliquant ainsi la baisse du résultat opérationnel comparé au 1^{er} semestre 2022.

1.6 Résultat Net

Le coût de la dette augmente de 3,7 M€ pour atteindre au 31 mars 2023 11,7 M€ contre 8 M€ au 31 mars 2022. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des frais financiers résultant de l'application de la norme IFRS16, ceux-ci passant de -1,9 M€ au 31 mars 2022 à -4,3 M€ au 31 mars 2023, ainsi que par la hausse des taux d'intérêts.

Le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt courante et différée de -34,4 M€. Le taux d'imposition effectif ressort à 24,2 %.

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à + 10,6 M€ contre + 10,2 M€ en mars 2022.

Le Résultat Net Part du Groupe s'élève ainsi à + 107,9 M€ contre 112,7 M€ à la même période de l'exercice précédent.

1.7 Flux financiers

(en millions d'euros)	1er Semestre 2022/2023	1er Semestre 2021/2022
Capacité d'autofinancement des activités poursuivies après coût endettement et impôts	194,5	180,8
Investissements industriels (nets de cessions)	-87,7	-61,5
Variation créances et dettes s/immobilisations	-13,8	-3,5
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	92,9	115,8
Coût de l'endettement net	7,4	6,1
Charge d'impôt courante et différée	34,4	42,8
Variation du fonds de roulement et divers	93,1	85,3
Impôt versé	-19,3	-0,2
FREE CASH FLOW OPÉRATIONNEL	208,5	249,8
Investissements financiers	-52,9	8,3
Variation des dettes financières et dettes de loyers	-7,7	-200,8
Dividendes (y compris minoritaires des filiales)	-46,2	0,0
Intérêts financiers bruts versés	-7,3	-6,8
Autres variations	1,7	1,5
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	96,1	52,1

La capacité d'autofinancement progresse de 13,7 M€ et s'élève à 194,5 M€, contre 180,8 M€ au premier semestre 2022. Les investissements industriels nets se montent à 101,6 M€, dans le cadre de l'enveloppe d'investissement décidée pour l'exercice 2022 / 2023. En conséquence, l'autofinancement disponible (après charge d'intérêts et d'impôts) passe de 115,8 M€ le premier semestre de l'exercice précédent à 92,9 M€ au 31 mars 2023.

Après prise en compte de la variation du besoin en fonds de roulement, le free-cash-flow opérationnel ressort à +208,5 M€.

Les investissements financiers nets pour -52,9 M€ correspondent pour l'essentiel à l'acquisition du Groupe MMV et de la société Chalet Time nette de la trésorerie active (-53,5 M€) et sont partiellement compensés par la cession d'une participation minoritaire pour 1 M€.

Le groupe a souscrit des nouveaux emprunts pour un montant de 52,7 M€ et remboursé le PGE à hauteur de 25 M€ et d'autres emprunts pour 24 M€. Enfin les dettes de loyer diminuent de 11 M€.

Pour mémoire au premier semestre 2022, le groupe avait procédé au remboursement partiel du PGE Saison pour un montant de 139 M€, ainsi qu'à des remboursements des « term loans » tranche A et B pour 24 M€, au remboursement d'un NEU CP pour 25 M€ et d'un emprunt en filiale pour 5,4 M€.

La maison-mère du groupe a procédé courant mars 2023 au versement de dividendes pour un montant de 41,6 M€. Les dividendes versés aux minoritaires s'élèvent à 5,3 M€. Aucun dividende n'avait été versé depuis 2 ans en raison de la crise sanitaire.

La trésorerie du groupe progresse par conséquent de 96,1 M€ par rapport au 30 septembre 2022.

1.8 Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

II - COMPTES CONSOLIDÉS, RÉSUMÉS ET ANNEXES

1. COMPTE DE RESULTAT, BILAN CONSOLIDE, TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 MARS 2023

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/03/2023	31/03/2022
CHIFFRE D'AFFAIRES	4.1	678 507	541 207
Autres produits liés à l'activité		1 636	2 456
Production stockée		-38	-118
Achats consommés		-107 164	-61 123
Services extérieurs		-97 036	-70 926
Impôts, taxes et versements assimilés		-28 515	-24 139
Charges de personnel, intéressement et participation		-184 920	-159 292
Autres charges et produits d'exploitation	4.3	-29 727	2 330
EXCEDENT BRUT OPERATIONNEL	4.2	232 743	230 396
Dotations aux amortissements et provisions		-81 445	-66 733
Autres produits et charges opérationnels		305	1 171
RESULTAT OPERATIONNEL		151 604	164 834
Coût de l'endettement brut		-11 660	-7 994
Produits de trésorerie & équiv. de trésorerie		-	-
COUT DE L'ENDETTEMENT NET	4.4	-11 660	-7 994
Autres produits et charges financiers	4.4	2 201	-1 923
Charge d'impôt	4.5	-34 381	-42 812
Quote-part dans le résultat des sociétés associées	4.6	10 635	10 194
RESULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES		118 398	122 299
Résultat des activités abandonnées		-	-
RESULTAT NET		118 398	122 299
Résultat net - part des participations ne donnant pas le contrôle		-10 748	-9 613
RESULTAT NET PART DES ACTIONNAIRES DE LA MAISON-MERE		107 649	112 685
Résultat net part des actionnaires de la maison-mère, par action		2,13 €	2,24 €
Résultat net part des actionnaires de la maison-mère, dilué par action		2,13 €	2,23 €

(en milliers d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Réévaluation des instruments Financiers	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres part des actionnaires de la société mère	Capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 2021	25 182	668 904	-2 413	-2 231	278 225	-121 670	845 996	38 310	884 306
Augmentation de capital CDA	40				-40		-		-
Résultat net 2022						114 400	114 400	8 630	123 030
Autres éléments du résultat global 2			1 703	-315	11 654		13 042	477	13 519
Résultat global 2022			1 703	-315	11 653	114 400	127 441	9 107	136 549
Paievements fondés sur des actions					954		954		954
Affectation du résultat de l'exercice précédent					-121 670	121 670	-	-	-
Distribution de dividendes							-	-	0
Autres variations					-3 603		-3 603	-419	-4 022
SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 2022	25 222	668 904	-710	-2 546	165 519	114 400	970 788	46 998	1 017 786
Augmentation de capital CDA					0		-		-
Résultat net 2023						107 649	107 649	10 748	118 398
Autres éléments du résultat global 2023			1 246	122	786		2 154	-51	2 103
Résultat global 2023			1 246	122	786	107 649	109 803	10 698	120 501
Paievements fondés sur des actions					443		443		443
Affectation du résultat de l'exercice précédent					114 400	-114 400	-	-	-
Distribution de dividendes		-41 835					-41 835	-5 263	-47 098
Autres variations					-16 089		-16 089	6 973	-9 116
SITUATION AU 31 MARS 2023	25 222	627 069	536	-2 424	265 059	107 649	1 023 111	59 406	1 082 516

(en milliers d'euros)	31/03/2023	31/03/2022
Profit net de juste valeur, brut d'impôts		
Couvertures de flux de trésorerie	406	44
Différences de conversion	122	-317
Incidence des opérations dans les mises en équivalence	783	856
Effets d'impôts rattachés à ces éléments	-89	-12
SOUS-TOTAL : ÉLÉMENTS RECYCLABLES EN RÉSULTAT	1 221	571
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	929	-389
Gains (Pertes) actuariels sur avantages au personnel	-290	6 197
Incidence des opérations dans les mises en équivalence	168	261
Effets d'impôts rattachés à ces éléments	75	-1 645
SOUS-TOTAL : ÉLÉMENTS NON RECYCLABLES EN RÉSULTAT	882	4 424
RESULTAT DE LA PÉRIODE	118 398	122 298
TOTAL DES PRODUITS COMPTABILISÉS DURANT LA PÉRIODE	120 501	127 293
Revenant		
aux actionnaires de la société	109 803	117 416
aux participations ne donnant pas le contrôle	10 698	9 877

BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)

	Notes	31/03/2023	30/09/2022
Ecarts d'acquisition (goodwills)	5.1	265 440	222 782
Immobilisations incorporelles	5.2	133 877	94 287
Immobilisations corporelles	5.3	715 948	587 253
Immobilisations du domaine concédé	5.3	606 422	615 726
Droit d'utilisation de l'actif IFRS16	7	297 470	195 069
Participations dans des entreprises associées	5.4	110 054	101 300
Actifs financiers non courants	5.6	31 316	25 139
Autres actifs non courants	5.6	6 908	6 411
Impôts différés actifs	5.10	17 136	15 725
ACTIFS NON COURANTS		2 184 570	1 863 691
Stocks		28 177	23 351
Créances d'exploitation	5.5	142 365	76 771
Autres créances		28 435	22 262
Impôts courants	5.6	7 469	709
Actifs financiers courants	5.6	452	227
Trésorerie et équivalents de trésorerie		409 528	303 863
ACTIFS COURANTS		616 426	427 183
TOTAL ACTIF		2 800 996	2 290 874

BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)

	Notes	31/03/2023	30/09/2022
CAPITAUX PROPRES			
Capital		25 222	25 222
Primes liées au capital		627 069	668 904
Réserves		370 819	276 662
CAPITAUX PROPRES - PART DES ACTIONNAIRES DE LA MAISON MÈRE		1 023 110	970 788
Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle		59 403	46 998
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		1 082 514	1 017 786
Provisions non courantes	5.8	52 964	50 603
Dettes financières non courantes	5.9	534 745	491 777
Dette de loyers - Part à plus d'un an	5.9	284 431	192 524
Autres passifs non courants		3 312	2 831
Impôts différés passifs	5.10	38 013	17 662
PASSIFS NON COURANTS		913 465	755 397
Provisions courantes	5.8	24 203	21 093
Dettes financières courantes	5.9	223 909	147 751
Dette de loyers - Part à moins d'un an	5.9	25 690	12 443
Dettes d'exploitation	5.11	403 388	239 005
Impôts courants		30 554	10 470
Autres dettes	5.11	97 273	86 928
PASSIFS COURANTS		805 017	517 691
TOTAL PASSIF		2 800 996	2 290 874

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/03/2023	31/03/2022
Résultat net part du groupe		107 649	112 685
Intérêts des participations ne donnant pas le contrôle		10 748	9 613
RÉSULTAT NET GLOBAL		118 398	122 299
Dotations et reprises sur amortissements et provisions		78 107	67 300
Plus ou moins values de cession		3 978	806
Quote-part dans le résultat des sociétés associées		-10 635	-10 194
Dividendes reçus des sociétés associées		3 430	1 135
Impact de la juste valeur et du taux effectif		497	756
Autres		704	-1 277
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		194 478	180 825
Coût de l'endettement net		7 398	6 096
Charge d'impôt (yc impôts différés)		34 381	42 812
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔTS		236 258	229 733
Variation des créances et dettes sur opérations d'exploitation		78 158	76 170
Autres éléments de décalage de trésorerie		14 948	9 114
Impôt versé		-19 308	-154
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'EXPLOITATION		310 056	314 862
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6.1	-102 388	-65 538
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6.1	826	494
INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS NETS		-101 562	-65 044
Acquisitions d'immobilisations financières et divers		-652	-1 365
Cessions d'immobilisations financières		1 025	0
Prêts ou remboursements d'avances financières		295	7 410
Variation de périmètre	5.13	-53 518	3 633
INVESTISSEMENTS FINANCIERS NETS		-52 850	9 678
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX INVESTISSEMENTS		-154 412	-55 366
Augmentation de capital de la CDA		0	0
VARIATION DU CAPITAL		0	0
DECAISSEMENTS SUR ACHATS DE TITRES DE SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES		-24	-1 375
Dividendes versés aux actionnaires de la maison-mère		-41 835	0
Dividendes versés aux minoritaires des filiales		-5 263	0
Dividendes à payer		916	-43
DIVIDENDES VERSÉS NETS		-46 182	-43
Remboursement emprunts		-49 197	-197 393
Nouveaux emprunts		53 002	1 476
VARIATION DES DETTES FINANCIÈRES	6.2	3 805	-195 918
VARIATION DES CRÉANCES ET DETTES DIVERSES		857	1 405
INTÉRÊTS FINANCIERS BRUTS VERSÉS		-7 321	-6 759
VARIATION DES DETTES DE LOYERS	6.2	-11 529	-4 890
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX FINANCEMENTS		-60 394	-207 579
INCIDENCE DES AUTRES MOUVEMENTS		846	142
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DURANT LA PÉRIODE		96 096	52 059
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE		299 588	347 888
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE	6.3	395 685	399 947

2. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Identité de la société mère

La société mère du Groupe est la Compagnie des Alpes, société anonyme, dont le siège social est situé 50-52 boulevard Haussmann, 75009 Paris (France).

Présentation du Groupe

Le Groupe Compagnie des Alpes a pour activité principale la gestion d'équipements de loisirs. Il opère principalement dans les métiers de l'exploitation de Domaines skiables et de Parcs de loisirs.

Les états financiers consolidés intermédiaires au 31 mars 2023 ont été arrêtés le 23 mai 2023 par le Conseil d'Administration, qui en a autorisé la publication. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Faits marquants du semestre

Réorganisation du groupe

Le groupe a fait l'acquisition le 3 octobre 2022 de 85% du Groupe MMV, second opérateur d'hôtels et de résidences-clubs des Alpes françaises (c.f. chapitre II, note 5.13).

En application de la norme IFRS 8 relatives aux secteurs opérationnels, le groupe a décidé de créer une nouvelle *Business Unit* « *Distribution & Hospitality* », regroupant les activités de tour-opérateurs (Travel Factory), de distribution (agences immobilières) et d'hébergement (groupe MMV, autres résidences).

Dans le cadre de cette réorganisation, le groupe a décidé de transférer l'activité de conseil (CDA Management et CDA Beijing) dans la *Business Unit* des Parcs de loisirs et l'activité de la société Ingénierie de Loisirs (INGELO) dans les Domaines skiables et activités outdoor.

La présentation par secteur d'activité de l'exercice précédent a été modifiée en conséquence.

Activité du Groupe

Sur le 1^{er} semestre 2023, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Compagnie des Alpes s'élève à 678,5 M€, soit une progression de 25,4 % par rapport au 31 mars 2022. A périmètre comparable, retraité des acquisitions du sous-groupe MMV, le chiffre d'affaires progresse de +14,4%.

L'EBO du groupe passe de 230,4 M€ au premier semestre 2022 à 232,7 M€ au premier semestre 2023.

Evolution des financements du Groupe

Le 16 décembre, le Groupe annonce avoir signé un nouveau financement de type crédit à terme (« Term Loan »), maturité 5 ans, avec ses principaux partenaires bancaires pour 200 millions d'euros. Ce Term Loan n'est pas tiré au 31 mars 2023, il sera tirable au gré des besoins d'ici décembre 2023.

D'autre part, le Groupe a aussi signé en date du 28 décembre un prêt participatif à hauteur de 42,7 millions d'euros à maturité huit ans.

Ces nouveaux financements sont destinés à financer les besoins généraux à venir, notamment ceux liés aux investissements et à la croissance.

1 - MODALITES DE PREPARATION

1.1 Déclaration de conformité

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2023 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire. Le rapport financier semestriel résumé doit être lu en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2022 et prend en compte les normes et interprétations entrées en vigueur au 1er octobre 2022.

1.2 Principes et méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à toutes les périodes présentées.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les comptes consolidés semestriels au 31 mars 2023 du Groupe Compagnie des Alpes ont été établis conformément au référentiel de normes internationales d'information financière (IAS/IFRS) tel qu'en vigueur dans l'Union Européenne à la date du 31 mars 2023 et selon la convention du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux appliqués pour l'exercice 2022, à l'exception des principes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires suivants :

Règles particulières retenues pour les arrêtés intermédiaires

Les produits perçus et les charges encourues de façon saisonnière ou cyclique pendant un exercice ne sont ni anticipés ni différés à une date intermédiaire s'il n'est pas approprié de les anticiper ou de les différer à la fin de l'exercice. Les conséquences comptables de cette saisonnalité des opérations selon les activités sont donc principalement les suivantes :

- Impôts :

- comptabilisation au 31 mars, pour les sociétés bénéficiaires à cette date d'une charge d'impôt calculée sur la situation réelle, après prise en compte des déficits reportables existants effectivement récupérables ;
- comptabilisation au 31 mars, pour les sociétés déficitaires par nature à cette date, d'un crédit d'impôt latent dû à la perte du semestre. Cette comptabilisation est effectuée pour toutes les sociétés sous condition que ce crédit soit récupéré dans un horizon à court terme.
- pour le calcul du crédit ou de la charge d'impôt, le taux appliqué correspond au taux d'imposition en vigueur dans les pays où le Groupe est présent (soit pour la France, 25,83% en intégrant la contribution sociale sur les bénéfices).

- Frais de personnel

Pour les sociétés d'exploitation, le principe est le rattachement au semestre bénéficiaire de l'exercice des charges d'intéressement et de participation des salariés :

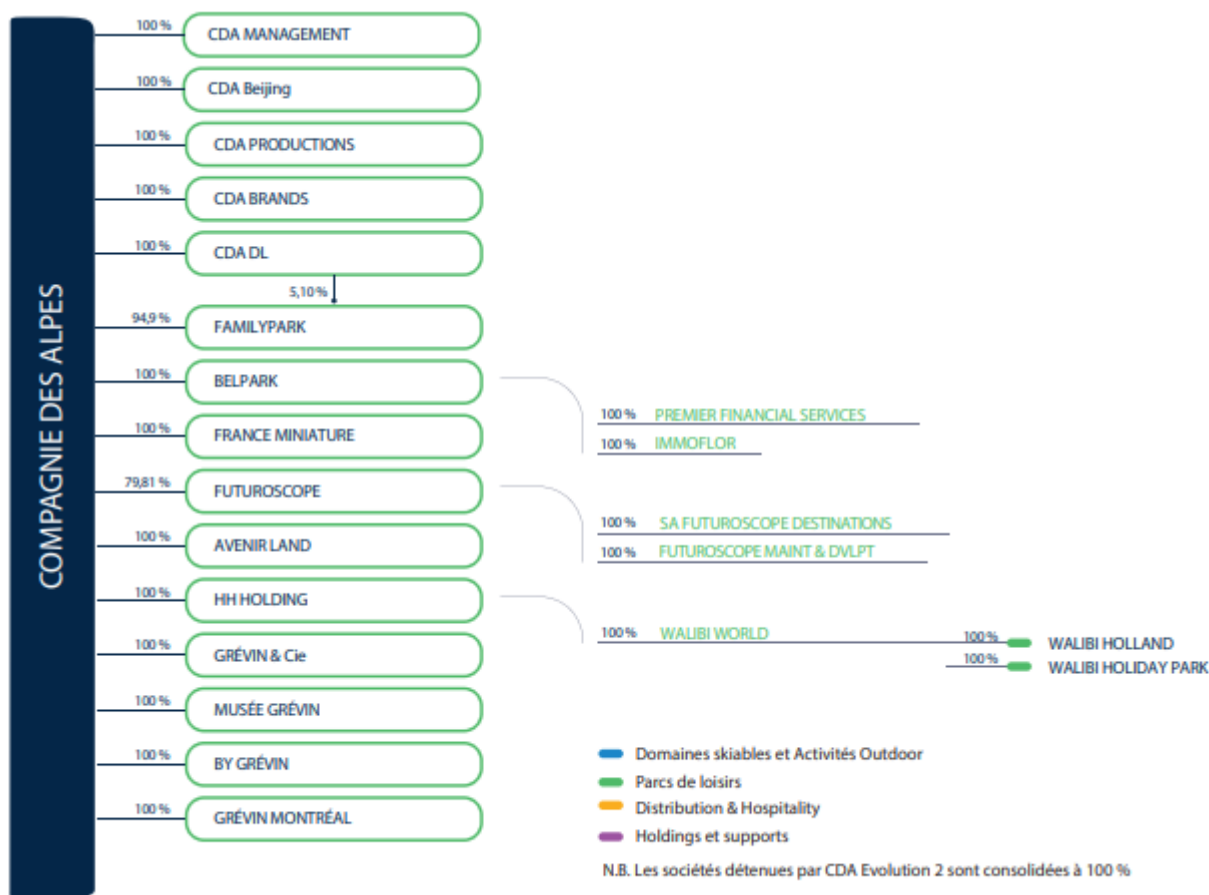
- pour l'activité Domaines skiables et activités outdoor ainsi que pour l'activité Distribution & Hospitality, enregistrement au 31 mars de la charge prévisionnelle annuelle,
- pour l'activité Parcs de loisirs, aucune comptabilisation n'est effectuée au titre de la période arrêtée au 31 mars à l'exception, cependant, des sociétés ayant une activité significative sur toute l'année.

1.3 Hypothèses clés et appréciations

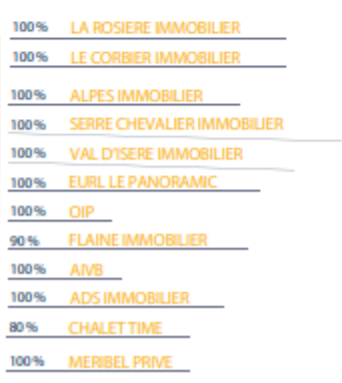
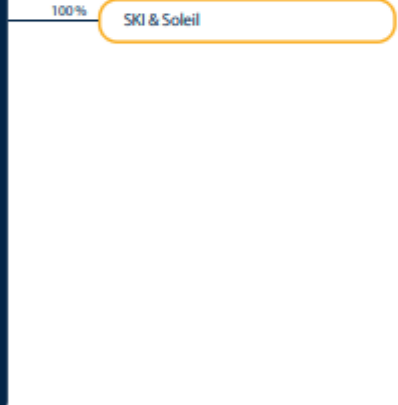
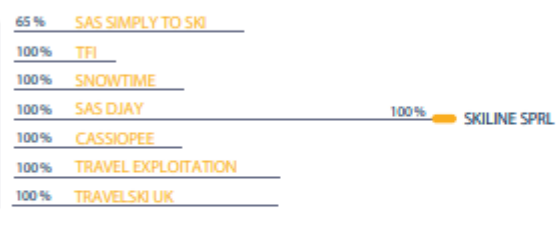
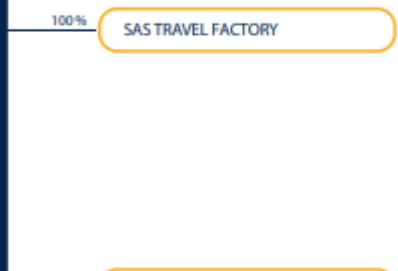
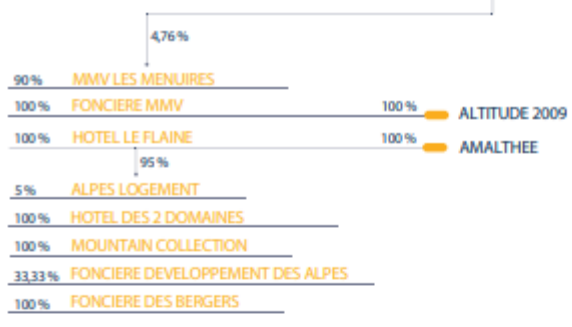
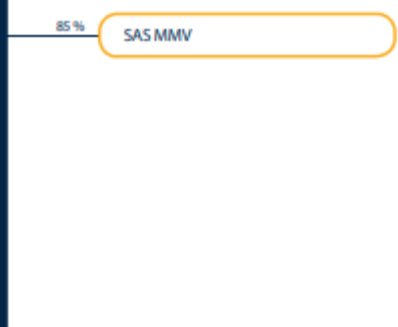
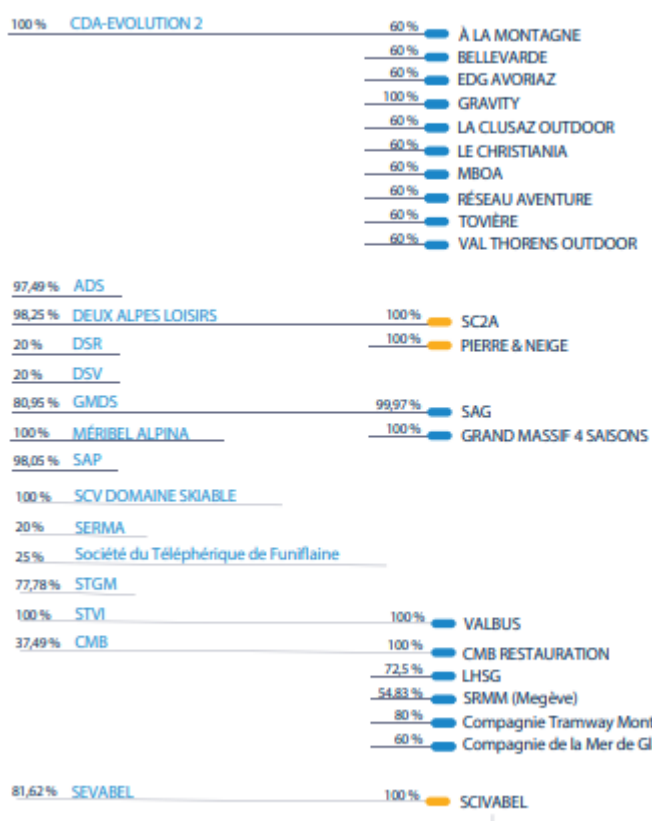
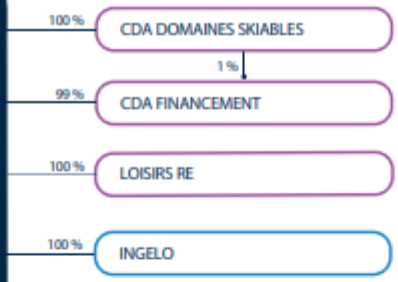
L'élaboration des comptes consolidés en application des normes IFRS repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction générale pour calculer la valeur des actifs et des passifs à la date de clôture du bilan et celle des produits et charges de l'exercice. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations.

Les principales sources d'incertitude relatives aux hypothèses-clés et aux appréciations portent sur les écarts d'acquisition (note 5.1), les estimations des valeurs des entreprises associées (note 5.4) ainsi que sur les actifs financiers à la juste valeur (note 5.6).

2 - ORGANIGRAMME DU GROUPE COMPAGNIE DES ALPES



COMPAGNIE DES ALPES



3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le Groupe a procédé début octobre 2022 à l'acquisition de 85% des parts du groupe MMV, second opérateur d'hôtels et de résidence club des Alpes françaises, et est composé des sociétés suivantes : SAS MMV, Foncière MMV, Hotel le Flaine, Altitude 2009, Amalthee, Alpes Logement, Hôtel des 2 Domaines, Mountain Collection, Foncière Développement des Alpes, Foncière des Bergers (cf. note 5.13).

Par ailleurs, le groupe a procédé au rachat de 80% des parts de Chalet Time, une agence immobilière située à Val-d'Isère le 16 janvier 2023.

Le groupe a aussi décidé de consolider à compter du 1^{er} octobre 2022 la société Méribel Privé, une agence immobilière à Méribel, détenue à 100% par la société Ski & Soleil.

4 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

L'information synthétique destinée à l'analyse stratégique et à la prise de décision de la présidence et de la direction générale déléguée du Groupe (notion de principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8) est articulée autour des indicateurs suivants déclinés par secteur opérationnel :

- Chiffre d'affaires,
- Excédent Brut Opérationnel (EBO) et taux de marge sur EBO : l'EBO mesure la performance opérationnelle courante des secteurs (chiffre d'affaires – coûts directs, ces derniers incluant les refacturations de prestations opérationnelles des sociétés de support et des holdings et, depuis le 1^{er} octobre 2022, les prestations de holdings de CDA SA),
- Investissements industriels nets et taux d'investissements industriels nets (investissements/CA).

Réorganisation du Groupe

En application de la norme IFRS 8 relatives aux secteurs opérationnels, le groupe a créé une nouvelle *Business Unit* « *Distribution & Hospitality* », regroupant les activités de tour-opérateurs (Travel Factory), de distribution (agences immobilières) et d'hébergement (groupe MMV, autres résidences).

Dans le cadre de cette réorganisation, le groupe a décidé de transférer l'activité de conseil (CDA Management et CDA Beijing) dans la *Business Unit* des Parcs de loisirs et l'activité de la société Ingénierie de Loisirs (INGELO) dans les Domaines skiables et activités outdoor.

La présentation par secteur d'activité de l'exercice précédent a été modifiée en conséquence et l'impact sur les agrégats par *Business unit* est détaillé ci-après.

Le groupe a aussi décidé de communiquer sur un EBO après prestations de holdings : en effet cette nouvelle présentation permet de prendre en compte par *business unit* l'intégralité des prestations de holdings et de ne garder dans la dernière *business unit* holdings et supports qu'un EBO correspondant aux frais de holdings non refacturés aux filiales. Le passage entre les deux EBO est également détaillé ci-après.

	Chiffre d'affaires	EBO avant prestations de holdings	Prestations de holdings	EBO après prestations de holdings	Investissements industriels nets
31 mars 2022 retraité					
Domaines skiabiles et activités <i>outdoor</i>	392 648	214 944	-5 070	209 874	31 961
Parcs de Loisirs	120 965	23 893	-5 028	18 865	27 322
Distribution & Hospitality	27 594	3 963	-420	3 543	2 042
Holdings & Supports	0	-12 404	10 518	-1 886	3 719
31 mars 2022 publié					
Domaines skiabiles et activités <i>outdoor</i>	392 055	214 905	-5 057	209 848	31 466
Parcs de Loisirs	120 427	24 001	-5 018	18 983	27 322
Holdings & Supports	28 725	-8 510	10 075	1 565	6 256

4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des Domaines skiabiles est pour l'essentiel constitué des ventes de titres de transport de remontées mécaniques (environ 99% du chiffre d'affaires du métier).

Le chiffre d'affaires des Parcs de loisirs est constitué, d'une part, des ventes de billets d'entrée (environ 55% du chiffre d'affaires du métier) et, d'autre part, des activités restauration, boutiques, services marchands et diverses activités annexes.

Le chiffre d'affaires du secteur Distribution & Hospitality est constitué d'une part, de l'activité hébergement, tours opérateurs, agences immobilières et d'autre part, des activités de restauration, bien-être, loisirs et autres en lien avec l'hébergement.

La performance par zone géographique est présentée en distinguant les activités françaises des activités hors France basées sur la destination du chiffre d'affaires réalisé.

Zone géographique (en milliers d'euros)	Domaines skiabiles et activités <i>outdoor</i>	Parcs de Loisirs	Distribution & Hospitality	TOTAL
France	434 811	105 834	91 744	632 389
Hors France	0	44 071	2 047	46 118
Total au 31/03/2023	434 811	149 905	93 791	678 507
France	392 648	90 207	26 693	509 548
Hors France	0	30 758	901	31 659
Total au 31/03/2022 *	392 648	120 965	27 594	541 207

* les données publiées au titre de l'exercice 2021/2022 ont été retraitées pour prendre en compte l'évolution de l'organisation décrite dans les faits marquants

4.2 Excédent Brut Opérationnel par secteur d'activité

L'excédent brut opérationnel s'analyse comme suit :

	31/03/2023			31/03/2022*		
	Chiffre d'affaires	EXCÉDENT BRUT OPÉRATIONNEL (1)	Marge opérationnelle (EBO/CA)	Chiffre d'affaires	EXCÉDENT BRUT OPÉRATIONNEL (1)	Marge opérationnelle (EBO/CA)
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Domaines skiables et activités <i>outdoor</i>	434 811	207 773	47,8%	392 648	209 874	53,5%
Parcs de Loisirs	149 905	-4 453	-3,0%	120 965	18 865	15,6%
Distribution & Hospitality	93 791	30 885	32,9%	27 594	3 543	12,8%
Holdings & Supports	0	-1 462	NS	0	-1 886	NS
TOTAL	678 507	232 743	34,3%	541 207	230 396	42,6%

* les données publiées au titre de l'exercice 2021/2022 ont été retraitées pour prendre en compte l'évolution de l'organisation décrite dans les faits marquants

(1) Le groupe a pris la décision d'inclure dans l'Excédent brut opérationnel des métiers la refacturation des prestations de holdings entre CDA SA et les filiales du groupe. L'EBO global du Groupe reste inchangé.

Par ailleurs, ces indicateurs sont complétés par le niveau des investissements industriels, par secteur, et leur poids relatif par rapport au chiffre d'affaires.

	31/03/2023		31/03/2022*	
	INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS NETS	Taux d'investissement (Inv/CA)	INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS NETS	Taux d'investissement (Inv/CA)
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Domaines skiables et activités <i>outdoor</i>	43 323	10,0%	31 961	8,1%
Parcs de Loisirs	47 055	31,4%	27 322	22,6%
Distribution & Hospitality	6 267	6,7%	2 042	7,4%
Holdings & Supports	4 917	NS	3 719	NS
TOTAL	101 562	15,0%	65 044	12,0%

* les données publiées au titre de l'exercice 2021/2022 ont été retraitées pour prendre en compte l'évolution de l'organisation décrite dans les faits marquants

4.3 Autres charges et produits d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2023	31/03/2022
Redevances de DSP, de marques et autres	-31 014	-27 367
Dotations/Reprises sur provisions	-1 558	1 939
Indemnités liées à la crise sanitaire	1 626	8 263
Indemnités sur sinistres	0	19 831
PV de cession d'actifs autres	3	-724
Autres produits et charges	1 216	389
AUTRES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION	-29 727	2 331

Les indemnités sur sinistres du premier semestre 2022 comprenaient les indemnités d'assurance liées aux coûts encourus suite aux inondations en Belgique durant l'été 2021 ainsi qu'aux pertes d'exploitation.

4.4 Coût de l'endettement, autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	31/03/2023	31/03/2022
Charges d'intérêts sur emprunts	-7 398	-6 096
Charges d'intérêts sur dette de loyers	-4 262	-1 898
COÛT DE L'ENDETTEMENT NET	-11 660	-7 994
Pertes sur opérations financières *	-625	-1 135
Autres résultats financiers	88	-439
Résultat de change	-160	48
Effet sur le résultat des titres évalués en JVR **	-1 296	-451
Dépréciation des créances financières	4 194	0
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	2 201	-1 978

* Quote-parts de pertes de sociétés non consolidées (en transparence fiscale)

** Y compris les provisions pour pertes des filiales

4.5 Charge d'impôt

La charge d'impôt se décompose en :

(en milliers d'euros)	31/03/2023	31/03/2022
Impôt exigible	-31 204	-29 233
Impôt différé	-3 178	-13 580
TOTAL	-34 381	-42 812

Le rapprochement entre le taux normal d'impôt en France et le taux effectif constaté est présenté ci-après (le taux effectif correspond au montant de l'impôt rapporté au résultat net des sociétés intégrées, y compris le résultat des activités abandonnées prises en compte dans l'intégration fiscale, avant l'impôt et avant prise en compte des pertes de valeur sur écarts d'acquisition).

Le rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt se résume comme suit :

	31/03/2023	31/03/2022
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	152 779	165 113
Taux d'impôt en vigueur	25,00%	26,50%
Charge d'impôt théorique	38 195	43 755
Effet des :		
Écarts sur les taux d'imposition par rapport au taux théorique	122	78
Charges non déductibles / produits non taxables	-2 100	1 490
Déficits reportables non activés	270	1 521
Activation de déficits antérieurs		
Résultat des entreprises associées comptabilisé net d'impôts	-2 659	-2 702
Autres	553	-1 331
TOTAL CHARGE D'IMPÔT	34 381	42 812

4.6 Quote-part dans le résultat des sociétés associées

Sociétés (en millions d'euros)	Pays	Quote part résultat de sociétés associées
31/03/2022		
Groupe Cie du Mont-Blanc	France	4,4
SERMA (Avoriaz)	France	2,9
DSV (Valmorel)	France	1,8
DSR (La Rosière)	France	1,4
Société du Téléphérique de Funiflaine	France	-0,2
TOTAL		10,2
31/03/2023		
Groupe Cie du Mont-Blanc	France	4,0
SERMA (Avoriaz)	France	3,8
DSV (Valmorel)	France	1,2
DSR (La Rosière)	France	1,4
Société du Téléphérique de Funiflaine	France	0,2
Foncière de Développement des Alpes	France	0,0
TOTAL		10,6

5 – INFORMATION SUR LE BILAN CONSOLIDÉ

5.1 Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Pertes de valeur	Valeur nette
Au 30/09/2021	340 041	-117 017	223 024
Variation de périmètre	0	0	0
Autres variations	-242	0	-242
Au 30/09/2022	339 799	-117 017	222 782
Variation de périmètre	42 658	0	42 658
Autres variations	0	0	0
Au 31/03/2023	382 457	-117 017	265 440

Au 31 mars 2023, les écarts d'acquisition nets se répartissent comme suit, par grands pôles d'activité du Groupe.

(en milliers d'euros)	31/03/2023	30/09/2022
Domaines skiables et Activités Outdoor	135 752	135 752
Parcs de Loisirs	87 030	87 030
Distribution & Hospitality	42 658	0
Holdings & Supports	0	0
TOTAL	265 440	222 782

Les acquisitions du groupe MMV et Chalet Time ont dégagé respectivement un goodwill de 42 M€ et de 0,7 M€, qui restent provisoires compte tenu du délai d'affectation de 12 mois.

5.2 Immobilisations incorporelles

Par nature, les actifs incorporels se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 30/09/2022	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Actif destinés à être cédés	Autres variations	Au 31/03/2023
Valeurs brutes									
Droits d'usage	82 311	25	0			0	0	0	82 336
Logiciels	62 664	2 017	-134			0	0	4 448	68 995
Site internet	8 314	283	0			0	0	-18	8 579
Fonds commerciaux	12 707	9	0			681	0	0	13 397
Enseignes et marques	43 098	0	0			34 100	0	0	77 198
Contrats et relations clients attachés	2 637	0	0			0	0	0	2 637
Concession échangeur Parc Astérix	6 293	0	0			0	0	0	6 293
Films et œuvres cinématographiques	11 225	437	0			0	0	1 713	13 375
Autres immobilisations incorporelles	18 290	497	-764			2 499	0	1 781	22 303
Immobilisations incorporelles en cours	9 076	5 516	0			0	0	-6 144	8 448
SOUS-TOTAL DES VALEURS BRUTES	256 615	8 784	-898			37 280	0	1 780	303 561
Amortissements et dépréciations									
Amort. Droits d'usage	-74 968			-209	0	0	0	0	-75 177
Amort. /Logiciels	-44 812			-3 350	134	0	0	-31	-48 059
Amort./ Site internet	-5 855			-548	0	0	0	39	-6 364
Amort. Fonds commerciaux	-8 486			-95	0	-367	0	0	-8 948
Amort. Contrats et relations clients attachés	-2 636			0	0	0	0	0	-2 636
Amort. Concession échangeur Parc Astérix	-2 148			-32	0	0	0	0	-2 180
Amort. Films et œuvres cinématographiques	-8 266			-597	0	0	0	0	-8 863
Amort. Autres immobilisations incorporelles	-15 157			-552	722	-2 314	0	-156	-17 457
SOUS-TOTAL DES AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	-162 328			-5 383	856	-2 681	0	-148	-169 684
VALEURS NETTES	94 287	8 784	-898	-5 383	856	34 599	0	1 632	133 877

Les investissements de l'exercice sont principalement composés de dépenses relatives à des sites internet, des projets digitaux (CRM, déploiement de datalakes) ainsi qu'à des logiciels informatiques.

La colonne « Variations de périmètre » intègre les immobilisations du sous-groupe MMV et des agences immobilières Chalet Time et Méribel Privé.

5.3 Immobilisations corporelles (en propre et du domaine concédé)

Par nature, les actifs corporels se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au						Variations de	Au	
	30/09/2022	Acquisitions	Subventions	Cessions	Dotations	Reprises	périmètre	Autres	31/03/2023
Valeurs brutes									
Terrains et aménagements	76 852	11					17 101	264	94 228
Travaux de pistes	116 597	139						1 758	118 494
Enneigement artificiel	198 732	280						6 917	205 929
Immeubles, bureaux, commerces, locaux	513 122	300		-174			14 039	-47 588	479 699
Hôtels et Résidences de tourisme		648					86 863	58 329	145 840
Remontées mécaniques	911 454	5 587		-2 390			1 965	27 563	944 179
Engins de damage	48 547	4 667		-4 418				3 561	52 357
Attractions	516 779	496		-20				-156	517 099
Matériels et mobiliers	235 082	3 438		-1 958			13 162	3 580	253 304
Autres immobilisations corporelles	106 395	1 140	-2 146	-419			43	854	105 867
Immobilisations corporelles en cours	132 451	60 648		-2 430			1 862	-55 195	137 336
Avances et acomptes versés sur immobilisations	2 744	4 087					23	-2 088	4 766
SOUS-TOTAL DES VALEURS BRUTES	2 858 755	81 442	-2 146	-11 809			135 058	-2 201	3 059 098
Amortissements									
Terrains et aménagements	-34 651				-1 027				-35 678
Travaux de pistes	-52 848				-1 477			2 845	-51 480
Enneigement artificiel	-137 341				-3 171				-140 512
Immeubles, bureaux, commerces, locaux	-303 051				-8 417	102		7 667	-303 699
Hôtels et Résidences de tourisme					-3 608		-20 495	-11 123	-35 226
Remontées mécaniques	-537 890				-19 245	2 269			-554 866
Engins de damage	-38 594				-2 985	4 419			-37 160
Attractions	-288 573				-11 270	20		182	-299 641
Matériels et mobiliers	-174 534				-7 620	1 906	-8 620	1 078	-187 789
Autres immobilisations corporelles	-88 294				-3 142	792	-31	-2	-90 677
SOUS-TOTAL DES AMORTISSEMENTS	-1 655 776				-61 962	9 508	-29 146	648	-1 736 728
VALEURS NETTES	1 202 979	81 442	-2 146	-11 809	-61 962	9 508	105 912	-1 554	1 322 370
Valeurs brutes immobilisations en propre	1 418 394	63 342	-100	-4 481			135 058	-7 574	1 604 638
Amortissements immobilisations en propre	-831 141				-33 423	4 372	-29 146	648	-888 690
VALEURS NETTES IMMOBILISATIONS EN PROPRE	587 253	63 342	-100	-4 481	-33 423	4 372	105 912	-6 927	715 948
Valeurs brutes immobilisations domaine concédé	1 440 361	18 100	-2 046	-7 328				5 373	1 454 460
Amortissements immobilisations domaine concédé	-824 635				-28 539	5 136			-848 038
VALEURS NETTES IMMOBILISATIONS DOMAINE CONCEDE	615 726	18 100	-2 046	-7 328	-28 539	5 136		5 373	606 422
VALEURS NETTES	1 202 979	81 442	-2 146	-11 809	-61 962	9 508	105 912	-1 554	1 322 370

Les investissements bruts de la période s'élèvent à 79,3 M€ et s'analysent principalement de la façon suivante :

- Pour le secteur Domaines skiables (23,6 M€), il s'agit, d'une part, de la fin des programmes d'investissements préalables à la saison d'hiver 2022/2023 et, d'autre part, des premiers travaux relatifs à la saison 2023/2024. Ils correspondent, pour l'essentiel, aux investissements relatifs à l'aménagement des Domaines skiables (travaux de pistes, remontées mécaniques, neige de culture).
- Pour le secteur Parcs de loisirs (51,2 M€), ils se répartissent en investissements d'attractivité et en investissements de maintien et divers ;
- Pour le secteur Distribution & Hospitality (4,3 M€), ils correspondent pour l'essentiel aux travaux et aménagements dans les hôtels et résidences de tourisme.
- La colonne « Variations de périmètre » prend en compte l'intégration du groupe MMV, de Méribel Privé et de Chalet Time dans la consolidation
- Enfin, la colonne « Autres » intègre le transfert des hôtels et résidences de tourisme dans la catégorie associée ainsi que l'affectation des immobilisations en cours au 31 mars 2023, les mises au rebut et les écarts de conversion.

La ventilation par secteurs d'activité et zones géographique est la suivante :

REGION OU PAYS <i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Domaines skiables et Activités Outdoor	Parcs de loisirs	Distribution & Hospitality	Holdings & supports	31/03/2023	30/09/2022
FRANCE		662 153	331 374	170 577	27 998	1 192 102	1 042 775
AUTRES (hors France)		0	262 951	1 194	0	264 145	254 491
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES		662 153	594 325	171 771	27 998	1 456 247	1 297 266
Immobilisations incorporelles	5.2	6 822	57 261	44 193	25 601	133 877	94 287
Immobilisations corporelles	5.3	655 331	537 064	127 578	2 397	1 322 370	1 202 979
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES AU BILAN		662 153	594 325	171 771	27 998	1 456 247	1 297 266

5.4 Participations dans les entreprises associées

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2023	30/09/2022
VALEUR DES TITRES AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	101 300	88 050
Variation de périmètre et divers	999	2 343
Résultat de la période	10 636	10 906
Dividendes versés	-2 881	0
VALEUR DES TITRES À LA FIN DE LA PÉRIODE	110 054	101 300
<i>dont:</i>		
Compagnie Du Mont-Blanc	70 908	67 599
Avoriaz	28 346	25 452

5.5 Créances d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2023	30/09/2022
Créances clients :		
<i>Valeur brute</i>	61 644	27 838
<i>Dépréciation pour pertes de crédit avérées</i>	-3 015	-1 959
<i>Dépréciation pour pertes de crédit attendues</i>	-300	-300
VALEUR NETTE :	58 329	25 579
Avances et acomptes	32 174	4 175
Créances sociales et fiscales	37 804	38 433
Autres créances d'exploitation	14 058	8 584
TOTAL	142 365	76 771

5.6 Actifs financiers et autres actifs courants et non courants

(en milliers d'euros)	31/03/2023			30/09/2022		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
ACTIFS FINANCIERS						
Titres disponibles à la vente						
Titres de sociétés contrôlées non consolidées	2 442		2 442	2 097		2 097
Titres de sociétés non contrôlées évaluées en juste valeur par résultat	1 247		1 247	1 247		1 247
Titres de sociétés non contrôlées évaluées en juste valeur par capitaux propres	5 487		5 487	3 420		3 420
Prêts et créances rattachés à des participations	19 465		19 465	26 535		26 535
Dépôts et cautionnements	4 944		4 944	1 268		1 268
Dérivés sur opérations de financement	1 105	385	1 490	806	183	989
Autres actifs financiers	1 072	67	1 139	955	44	999
VALEURS BRUTES	35 762	452	36 214	36 328	227	36 555
Dépréciations	-4 446		-4 446	-11 189		-11 189
ACTIFS FINANCIERS NETS	31 316	452	31 768	25 139	227	25 366
Autres actifs non courants	6 908		6 908	6 411		6 411
Subventions d'investissement à recevoir		4 710	4 710		3 682	3 682
Créances sur cessions d'immobilisations corporelles		2 215	2 215		2 505	2 505
Charges constatées d'avance		15 695	15 695		9 246	9 246
Créances d'impôt		7 469	7 469		709	709
Autres créances		5 815	5 815		6 829	6 829
AUTRES ACTIFS	6 908	35 905	42 813	6 411	22 971	29 382
TOTAL ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS	38 224	36 357	74 581	31 550	23 198	54 748

5.7 Capitaux propres

Titres d'autocontrôle

En exécution du programme de rachat d'actions propres autorisé par l'Assemblée générale mixte du 10 mars 2022, la CDA détenait au 31 mars 2023, dans le cadre d'un contrat de liquidité :

- 36 163 actions représentant une valeur comptable brute de 463 K€,
- un encours de trésorerie de 269 K€ (en principal et intérêts courus).

Stock-options

Il existe 197 340 actions de performance (représentant 0,4% du capital) non encore définitivement attribuées au 31 mars 2023. Les options et attributions des plans d'actions gratuites sont réalisées par émission d'actions nouvelles libérées par incorporation spéciale de réserves.

Les principales caractéristiques des plans de souscription d'options et d'attribution d'actions de performance au 31 mars 2023 sont décrites ci-après :

PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTIONS DE PERFORMANCE *	Plan n° 20	Plan n° 21	Plan n° 22	Plan n° 23	Plan n° 24	Plan n° 25	Total
Date de l'Assemblée	10/03/2016	08/03/2018	08/03/2018	05/03/2020	25/03/2021	25/03/2021	
Date de mise en œuvre (décision du Président-Directeur général sur délégation du Conseil d'administration)	28/03/2017	23/03/2018	25/04/2019	25/06/2020	27/04/2021	23/05/2022	
Nombre d'actions pouvant être souscrites à l'origine	59 400	65 100	67 050	74 790	73 535	104 032	
Dont Conseil d'Administration	0	0	0	0	0	0	
Nombre de bénéficiaires	159	158	165	198	176	189	
Nombre d'actions complémentaires pour ajustement suite à l'augmentation de capital				22 821	29 744		
Date de décision d'attributions complémentaires				05/07/2021	05/07/2021		
Date d'acquisition des actions de performance	28/03/2019	23/03/2020	25/04/2021	25/06/2022	29/04/2023	25/05/2024	
Actions de performance définitivement acquises	49 950	53 050	53 350	79 530	0	0	
Actions de performance radiées ou annulées	9 450	12 050	13 700	18 081	9 131	840	
Actions de performance restantes	0	0	0	0	94 148	103 192	197 340

(*) dont l'octroi est lié à des conditions économiques

En cumul, l'évolution des attributions d'actions de performance se résume comme suit :

Attributions d'actions de performance	31/03/2023	30/09/2022	au 30/09/2021
Droits attribués en début de période	199 304	191 657	134 940
Droits attribués	0	104 032	73 535
Droits attribués par ajustement	0	0	52 565
Droits radiés	-1 964	-16 855	-16 033
Actions acquises	0	-79 530	-53 350
Ajustements attributions	0	0	0
Droits attribués en fin de période	197 340	199 304	191 657

5.8 Provisions à caractère non courant et courant

Provisions à caractère non courant

Les provisions à caractère non courant sont constituées des éléments suivants :

	Résultat			Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres	31/03/2023
	30/09/2022	Dotations	Reprises				
Retraites	32 198	1 812	-1 160	-1	284	6	33 139
Autres risques non courants	18 405	204	-184	0	1 400	0	19 825
TOTAL	50 603	2 016	-1 344	-1	1 684	6	52 964

Les provisions pour « Autres risques non courants » couvrent, notamment, des provisions pour remise en état de site (pour 9,5 M€).

Contentieux des Deux Alpes

Pour rappel le 28 novembre 2019, les communes délégantes des Deux Alpes et de Saint-Christophe-en-Oisans ont notifié à la société Deux Alpes Loisirs (DAL), filiale de la Compagnie des Alpes, leur décision de résilier les contrats de délégation de service public par anticipation, afin de permettre une mise en concurrence en vue de l'établissement d'une délégation de service public unique pour l'ensemble du domaine, à compter du 1^{er} décembre 2020. Le 29 janvier 2020, la Compagnie des Alpes a déposé une requête contestant la rupture anticipée des contrats de délégation de service public, accompagnée d'une demande indemnitaire pour un montant de 7,95 M€. En juin 2020, après approbation des communes des Deux Alpes et de Saint-Christophe-en-Oisans, un contrat de délégation de service public a été conclu avec la Société Touristique de l'Alpe d'Huez (SATA), en qualité d'attributaire, en vue de la construction et de l'exploitation du domaine skiable des Deux Alpes. En outre le 6 août 2020, la Compagnie des Alpes a déposé une requête en annulation du cons délégantes et la Société Touristique de l'Alpe d'Huez. Un mémoire en indemnisation a par ailleurs été déposé le 1^{er} février 2021 aux fins d'obtention d'une indemnisation du Groupe à hauteur de 322,5 M€ (préjudice estimé lié à la non-attribution du contrat à DAL). Entretemps DAL, la SATA et les Communes ont tenté de faire aboutir leur négociation dans le cadre d'une conciliation. Un protocole d'accord a été trouvé entre la SATA et DAL concernant la reprise des biens concernés par la concession et la SATA a, à ce jour, réglé la totalité des sommes qu'elle devait à DAL. Alors que DAL et les Communes étaient presque arrivées à un accord, les Communes ont contesté les montants qui ont été discutés pendant plusieurs mois. Elles n'ont, à ce jour, pas réglé les sommes dues à DAL alors même que DAL a transféré l'exploitation de la station à la SATA le 1^{er} décembre 2020. Les désaccords portent essentiellement sur : • l'indemnité de résiliation anticipée due au titre des contrats de concession ; • le paiement par les Communes de l'utilisation de terrains nécessaires à l'exploitation des remontées mécaniques alors que ces terrains appartiennent à DAL en propre. A la suite de l'échec de la procédure de conciliation et après une demande indemnitaire préalable auprès des communes restée infructueuse, DAL a déposé une requête tendant à la condamnation des communes des Deux Alpes et de Saint-Christophe-en-Oisans à lui verser 6,4 millions d'euros en application de l'indemnité de résiliation anticipée des contrats de délégation de service public, indemnité prévue contractuellement. Les différentes actions initiées par DAL devant les juridictions administratives sont en cours, une audience se tiendra probablement en juin 2023.

- Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Le montant des provisions pour retraites représente les engagements du Groupe sur les droits acquis par les salariés, nets des versements effectués à des fonds d'assurance.

Le taux d'actualisation utilisé est de 3,65 % au 31 mars 2023 (contre 3,75 % au 30 septembre 2022).

Provisions à caractère courant

Les provisions courantes couvrent les risques directement liés à l'exploitation des sites du Groupe. La variation des provisions à caractère courant est constituée des éléments suivants :

	Résultat			Variations de périmètre	31/03/2023
	30/09/2022	Dotations	Reprises		
Provisions pour gros entretien	7 933	997	-309	0	8 621
Autres	13 160	4 044	-1 999	377	15 582
TOTAL	21 093	5 041	-2 308	377	24 203

Les provisions pour gros entretien concernent uniquement les Domaines skiables ; elles sont destinées à couvrir les travaux relatifs aux remontées mécaniques en affermage.

Les autres provisions courantes concernent, pour l'essentiel, des litiges en cours pour 3 M€, des contrôles sociaux et fiscaux pour 5,9 M€, des provisions pour situation nette négative de sociétés non consolidées pour 2,7 M€ et des provisions pour risques divers pour 4 M€.

5.9 Dettes financières

Décomposition des dettes financières brutes et de la dette nette

(en milliers d'euros)	31/03/2023			30/09/2022		
	Non courantes	Courantes	Total	Non courantes	Courantes	Total
Emprunts obligataires	259 795		259 795	259 741		259 741
Emprunts auprès des établissements de crédit	255 845	202 505	458 350	229 793	137 612	367 405
Autres emprunts et dettes assimilées	144		144	144		144
Intérêts courus		7 191	7 191		5 842	5 842
Soldes créditeurs de banques et assimilés		13 843	13 843		4 275	4 275
Participation des salariés	2 328		2 328	1 920		1 920
Divers (1)	16 633	370	17 003	179	22	201
SOUS-TOTAL	534 745	223 909	758 654	491 777	147 751	639 528
Dettes de loyers IFRS16	284 431	25 690	310 122	192 524	12 443	204 967
TOTAL	819 176	249 599	1 068 775	684 301	160 194	844 495

(1) La ligne "Divers" intègre l'option d'achat de MMV pour 16,4 M€ décrite note 5.13

Structure de l'endettement

La dette à taux fixe correspond essentiellement aux emprunts ci-dessous :

- Emprunts obligataires souscrits par CDA et CDA Financement (260 M€)
- Emprunts bancaires souscrits par CDA Financement (21 M€)
- Prêt participatif souscrit par CDA Financement (43 M€)
- Emprunts bancaires souscrits par MMV (84 M€)

La dette à taux variable est composée essentiellement des deux PGE (respectivement 175 M€ et 130 M€), ainsi que des lignes bancaires court terme.

Les dettes financières se répartissent, par échéance, de la manière suivante :

(en millions d'euros)	TOTAL	- d'un an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans	de 3 à 4 ans	de 4 à 5 ans	+ de 5 ans
31/03/2023 (Avec IFRS16)	1 068,8	249,6	241,5	112,5	64,8	64,0	336,4
31/03/2023 (Hors IFRS16)	758,7	223,9	216,2	88,6	41,7	41,7	146,5
30/09/2022 (Avec IFRS16)	844,5	160,2	237,1	115,5	69,9	34,3	227,5
30/09/2022 (Hors IFRS16)	639,5	147,8	224,9	105,9	60,7	25,2	75,0

Dettes obligataires

La dette obligataire de la Compagnie des Alpes d'un montant de 260 M€ se décompose comme suit :

- un emprunt d'un montant de 65 M€ émis sur le marché de l'US PP, en droit français, pour une durée moyenne de 10 ans et une échéance finale à 12 ans ;
- un emprunt d'un montant de 45 M€ émis sur le marché de l'Euro PP pour une durée de huit ans
- un emprunt d'un montant de 50 M€ émis sur le marché de l'US PP, en droit français, pour une durée moyenne de 10 ans et une échéance finale à 12 ans ;
- un emprunt d'un montant de 100 M€ émis en mai 2014 sur le marché de l'Euro PP, d'une maturité de 10 ans.

Au 31 mars 2023, la juste valeur des quatre emprunts obligataires se détaille comme suit :

- emprunt obligataire 2014 : 98,0 M€ ;
- emprunt Euro PP 2017 : 42,6 M€ ;
- emprunt US PP 2017 : 45,9 M€ ;
- emprunt US PP 2019 : 61,9 M€.

Dettes bancaires amortissables

La dette bancaire amortissable d'un montant de 460 M€ se décompose de la façon suivante :

- un crédit à terme amortissable d'un montant de 25 M€ mobilisé en totalité le 18 octobre 2017 dont le capital restant dû est égal à 11,25 M€ au 31 mars 2023. Ce crédit a été consenti par un partenaire bancaire français, avec une échéance finale à sept ans ;
- un Prêt Garanti par l'État (PGE) d'un montant de 200 M€ mobilisé le 29 juin 2020 dont le capital restant dû est égal à 175 M€ au 31 mars 2023 et souscrit auprès des partenaires bancaires historiques du Groupe. Ce PGE a été prorogé en juin 2021 pour une durée de cinq ans ;
- un Prêt Garanti par l'État (PGE « Saison ») d'un montant de 130 M€. Ce PGE d'un montant initial de 269 M€ mobilisé le 28 décembre 2020 et souscrit auprès des partenaires bancaires historiques du Groupe, a été remboursé partiellement à hauteur de 139 M€ en décembre 2021. Ce PGE a donc été prorogé à hauteur de 130 M€, à un horizon de deux ans.
- un Prêt participatif relance pour un montant de 42,7 M€ à maturité huit ans, destiné à participer au financement des investissements prévus dans les prochaines années. Ce prêt ne prévoit aucune contrainte quant aux futures distributions de dividendes ou opérations de croissance externe. Après une période de franchise de quatre ans, il sera remboursé de manière linéaire entre la quatrième et la huitième année.
- Des emprunts bancaires souscrits par MMV à taux fixe pour un montant global de 84,1 M€
- Des emprunts bancaires souscrits par les filiales du Groupe pour un montant global de 17 M€

Financement de marché

La Compagnie des Alpes dispose de son programme d'émission de Titres négociables à court terme (Negotiable European Commercial Paper – NEU CP), d'un montant maximum de 240 M€, qui pour rappel a été enregistré le 4 février 2019 auprès de la Banque de France.

Ce programme est sécurisé par la ligne de crédit revolving d'un montant de 300 M€ (échéance juin 2027), incluant une sous-limite swingline de 80 M€.

Le programme est animé par quatre Agents Placeurs (BNP Paribas, CACIB, CIC et Société Générale), et l'Agent domiciliataire est CACEIS Corporate Trust.

Le programme de NEU CP n'est pas tiré au 31 mars 2023

Dettes bancaires revolving

Le Groupe dispose d'un crédit renouvelable d'un montant maximum de 300 M€ à échéance le 23 juin 2027. Le crédit renouvelable n'est pas tiré au 31 mars 2023.

A noter que deux indicateurs de performance RSE sont intégrés dans cette ligne RCF. Pour rappel, dans l'objectif de renforcer la liquidité du programme de NEU CP, une sous-limite de swingline de 80 M€ est incluse.

Instruments de couverture

Le Groupe a négocié des contrats de couverture de taux (adossés à la dette) au regard de ses engagements à taux variable. Au 31 mars 2023, les couvertures mises en place se montent à 150 M€.

Les instruments de couverture utilisés sont des instruments de couvertures optionnels efficaces.

Aucune incidence sur les instruments de couverture n'a été comptabilisée en dette au 31 mars 2023.

31/03/2023 <i>(en millions d'euros)</i>	Actifs Financiers (a)		Passifs Financiers (b)		Exposition de la dette nette avant couverture (c) = (b) - (a)		Instruments de couverture de taux (d)		Exposition de la dette nette après couverture (e) = (c) + (d)	
	Taux Fixe	Taux variable	Taux Fixe	Taux variable	Taux Fixe	Taux variable	Taux Fixe	Taux variable	Taux Fixe	Taux variable
Moins d'un an	409,5		30,3	193,6	-379,2	193,6		0	-379,2	193,6
De 1 an à 2 ans			166,0	50,2	166,0	50,2		-10	156,0	60,2
De 2 ans à 3 ans			38,5	50,1	38,5	50,1		40	78,5	10,1
De 3 ans à 4 ans			16,6	25,1	16,6	25,1		40	56,6	-14,9
De 4 ans à 5 ans			41,7	0,1	41,7	0,1		50	91,7	-49,9
Plus de 5 ans			146,4	0,1	146,4	0,1		30	176,4	-29,9
TOTAL	409,5		439,5	319,1	30,0	319,1		150	180,0	169,1

Liquidité

Le groupe Compagnie des Alpes anticipe ses besoins de financement : lors de l'établissement de ses plans pluriannuels, la Direction financière veille à disposer à tout moment de ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements et faire face à tout événement exceptionnel.

À moyen terme, le groupe Compagnie des Alpes bénéficie d'un endettement diversifié décrit précédemment, basé sur un volant de financements bancaires et désintermédiés (prêts d'un pool bancaire, prêts bilatéraux bancaires, prêts obligataires, crédit renouvelable) dont les échéances sont lissées dans le temps. La liquidité a été renforcée dans un contexte d'incertitude liée à la pandémie de Covid-19 par deux PGE (celui de 200 M€ qui a déjà été prorogé en juin 2021 ; celui de 269 M€ prorogé partiellement à hauteur de 130 M€ en décembre 2021).

À court terme, le Groupe peut se financer par le recours à des lignes de découvert bancaires qui ne sont pas soumises à des covenants, par un programme de NEU CP (« Negotiable European Commercial Paper ») plafonné à 240 M€ et ou par la ligne de RCF.

Au 31 mars 2023, le Groupe supporte un endettement financier net hors IFRS 16 de 349,1 M€.

Au 31 mars 2023, le Groupe dispose d'un volant significatif de financements non tirés :

- au titre de financements moyen et long terme, 500 M€ sont mobilisables à tout instant ;
- le montant des ressources court terme disponibles utilisables à tout instant sous forme de découverts s'élève à 140,5 M€ ;
- par ailleurs, le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie est de 409,5 M€.

Informations sur les clauses d'exigibilité

- **Covenants bancaires**

Les emprunts obligataires et bancaires souscrits en 2017 et 2019, le crédit renouvelable de 300 M€, le Term Loan de 200 M€ conclu en 2022 ainsi que le Prêt Participatif sont soumis à un covenant commun. Il correspond au ratio financier « Dette nette consolidée/EBO consolidé » actualisé deux fois par an, au 31 mars et au 30 septembre, qui doit être inférieur à 3,5.

Pour le calcul du levier, un EBO sur douze mois glissant avant IFRS 16 doit être considéré au regard de la dette nette hors IFRS 16. Le Groupe ne dispose pas d'un arrêté comptable du sous-groupe MMV au 31 mars 2022, permettant de calculer un EBO glissant consolidé proforma y compris MMV.

Le calcul du levier sur le périmètre du Groupe hors EBO et dette nette de MMV, s'élève à 1,1 au 31 mars 2023.

	Covenant	Ratio au 31/03/2023
Dette nette consolidée /EBO consolidé*	< 3,50	1,10

* Données présentées Hors IFSR16

Une simulation du levier a été réalisée avec un proforma estimé d'EBO sur douze mois glissants comprenant MMV sur la base de l'EBO hors IFRS 16 budgété pour 2023 intégrant donc la saisonnalité d'un second semestre et la contribution à la dette nette hors IFRS 16 de MMV. Un test de sensibilité sur une variation de l'EBO proforma montre que le levier reste dans une fourchette comprise entre 1,22 et 1,25, sans franchissement de palier quant à la fixation des taux des emprunts du Groupe.

	EBO Glissant proforma						
	-4 M€	-3 M€	-2 M€	-1 M€	Base	+1 M€	+2 M€
Dette nette consolidée /EBO consolidé*	1,25	1,24	1,24	1,24	1,23	1,23	1,22

* Données présentées Hors IFSR16

- **Autres clauses d'exigibilité**

Les autres clauses d'exigibilité concernent pour l'essentiel :

- la détention directe ou indirecte de la Compagnie des Alpes par la Caisse des Dépôts et Consignations (qui doit être a minima égale à 33,34 % du capital et des droits de vote de la CDA) ;
- la détention de CDA Financement par la Compagnie des Alpes qui doit rester supérieure ou égale à 99,9 % ;
- toute prise de participation par une ou plusieurs personnes agissant de concert, autres que la Caisse des Dépôts et Consignations, qui viendraient à acquérir au moins 33,34 % du capital et des droits de vote de la Compagnie des Alpes.

Informations sur les taux d'intérêt

Le tableau ci-après indique les taux d'intérêts après prise en compte des couvertures de taux.

<i>(en millions d'euros)</i>	31/03/2023		30/09/2022	
	Montant	Taux	Montant	Taux
Dette à taux fixe	569,9	2,71%	402,4	2,08%
Dette financière à taux variable	169,1	3,74%	235,0	1,78%
Participation et divers	19,7		2,1	
TOTAL HORS IFRS16	758,7	3,02%	639,5	1,95%
Divers IFRS16	310,1		205,0	
TOTAL AVEC IFRS16	1 068,8		844,5	

5.10 Impôts différés

	31/03/2023	30/09/2022
Total des actifs d'impôts différés au bilan	17 136	15 725
Total des passifs d'impôts différés au bilan	-38 013	-17 662
SOLDE NET DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFERES	-20 877	-1 937

	31/03/2023	30/09/2022
Reports déficitaires	17 885	17 908
Engagements de retraite et assimilés	8 319	8 098
Participation des salariés	1 038	1 455
Provisions réglementées (amortissements dérogatoires)	-19 895	-19 976
Provisions non déductibles	-744	-744
Ecarts d'évaluations / Immobilisations corporelles et incorporelles	-37 058	-16 978
Contrats de location	2 221	1 775
Risques fiscaux	-1 285	-445
Instruments financiers	-364	-269
Différences fiscales ou comptables	4 896	4 333
Autres	4 110	2 907
SOLDE NET DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFERES	-20 877	-1 937

Le Groupe a un historique solide de bénéfices et les impôts différés actif sur reports déficitaires relèvent principalement des pertes liées à la crise sanitaire, non récurrentes. Le délai de recouvrement de ces impôts différés actifs sur reports déficitaires est usuellement de 5 ans. Les projections à cinq ans qui sous-tendent la reconnaissance de ces impôts différés actifs sont alignées sur les hypothèses utilisées pour les tests de valeurs des actifs immobilisés.

5.11 Dettes d'exploitation et autres dettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2023	30/09/2022
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	192 990	108 811
Dettes fiscales et sociales	125 901	96 647
Autres dettes d'exploitation	84 497	33 547
SOUS-TOTAL "DETTES D'EXPLOITATION"	403 388	239 005
Dettes sur immobilisations	27 936	39 419
Autres dettes diverses	7 333	7 007
Produits constatés d'avance	62 004	40 502
SOUS-TOTAL "AUTRES DETTES"	97 273	86 928
TOTAL	500 661	325 934

5.12 Instruments financiers par catégorie, juste valeur et effets en résultat

La norme IFRS 9 applicable à partir de 2018 définit 3 catégories d'instruments financiers :

- les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ;
- les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat net ;
- les prêts et créances évalués au coût amorti.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont ventilés selon les niveaux de juste valeur suivants :

- le niveau 1 qui comprend les évaluations basées sur un prix coté sur un marché actif ; en règle générale, la valeur de marché correspond au dernier cours coté ;
- le niveau 2 qui comprend les évaluations basées sur des données observables sur le marché, non incluses dans le niveau 1 ;
- le niveau 3 qui comprend les évaluations basées sur des données non observables sur le marché ; en règle générale, la valorisation des titres de sociétés non contrôlées est basée sur la quote-part de situation nette.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture au 31 mars 2023 (derniers états disponibles) et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

Il n'a été procédé à aucun transfert d'instrument financier entre le niveau 1 et le niveau 2 ni à aucun transfert vers ou en dehors du niveau 3 au 31 mars 2023.

Actifs financiers et autres actifs (en milliers d'euros)	Notes	Valeur au bilan					Niveau de Juste valeur des actifs financiers à la juste				
		Juste valeur par résultat net ⁽¹⁾	Juste valeur des instruments de couverture ⁽¹⁾	Instruments de capitaux propres - Juste valeur par autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	Instruments de dettes - Juste valeur par autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	Instruments de capitaux propres - évalués selon leur norme de référence ⁽¹⁾	Coût amorti ⁽¹⁾	Juste valeur des actifs financiers au coût amorti	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres actifs non courants	5.5						6 908	(2)			
Créances clients	5.5						58 329	(2)			
Créances sociales et fiscales	5.5						37 804	(2)			
Autres créances d'exploitation ^(a)							46 232	(2)			
Créances d'impôt							7 469	(2)			
Autres créances							28 435	(2)			
Prêts et créances rattachées à des participations							15 086	(2)			
Dépôts et cautionnements							4 944	(2)			
Autres actifs financiers							1 072	(2)			
Trésorerie et équivalent de trésorerie							409 528	(2)			
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISES AU COUT AMORTI		0	0	0	0	0	615 808				
Titres de sociétés non contrôlées	5.6			5 487							5 487
Dérivés sur opérations de financements			1 490						1 490		
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES		0	1 490	5 487	0	0	0	0	1 490	0	5 487
Titres de sociétés non contrôlées	5.6	1 247								1 247	0
Titres de sociétés contrôlées non consolidées	5.6	2 442								0	2 442
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR RESULTAT		3 689	0	0	0	0	0	0	0	1 247	2 442
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS		3 689	1 490	5 487	0	0	615 808	0	1 490	1 247	7 929

(1) Les actifs financiers sont présentés conformément aux dispositions de la norme IFRS 9 "instruments financiers" en vigueur au 1^{er} octobre 2018 ou selon leur norme de référence

(2) Le Groupe n'indique pas la juste valeur des actifs financiers tels que les créances d'exploitation, les créances d'impôt, les autres créances ou la trésorerie et les équivalents de trésorerie, car leur valeur nette comptable, après dépréciation, est une approximation raisonnable de la juste valeur

(a) Intègre les "autres créances d'exploitation" et les "avances et acomptes" référencés précédemment dans la note 5.5

Passifs financiers et autres passifs (en milliers d'euros)	Notes	Valeur au bilan		Juste valeur des passifs financiers au coût amorti	Niveau de Juste valeur des passifs financiers à la juste valeur		
		Dérivés de couverture ⁽¹⁾	Autres passifs financiers		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres passifs non courants				3 312	(1)		
Dettes fournisseurs exploitation	5.11			192 990	(1)		
Dettes fournisseurs d'immobilisation	5.11			27 936	(1)		
Dettes fiscales et sociales	5.11			125 901	(1)		
Dettes d'impôts				30 554	(1)		
Autres dettes d'exploitation	5.11			84 497	(1)		
Autres dettes diverses	5.11			7 333	(1)		
Comptes de régularisation	5.11			62 004	(1)		
Emprunts obligataires	5.9			259 795	(1)		
Emprunts auprès des établissements de crédit	5.9			458 350	(1)		
Autres dettes financières et assimilées				17 039	(1)		
Participation des salariés	5.9			2 328	(1)		
Soldes créditeurs de banque	5.9			13 879	(1)		
Intérêts courus	5.9			7 191			
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISES AU COUT AMORTI			0	1 293 109			
Dérivés sur opérations de financements			72			72	
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES			72	0		72	
Dérivés sur opérations de financements							
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR RESULTAT			0	0			
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS			72	1 293 109		72	0

(1) Le Groupe n'indique pas le juste valeur des passifs financiers tels que les dettes d'exploitations et les autres dettes, les emprunts auprès des établissements de crédit et les autres dettes financières, car leur valeur comptable est une approximation raisonnable de la juste valeur.

5.13 Acquisition du groupe MMV

Le Groupe a procédé le 3 octobre 2022 à l'acquisition de 85 % du capital de MMV SAS, l'ensemble des conditions suspensives prévues dans le contrat d'acquisition conclu le 28 juillet dernier ayant été levées ou étant devenues caduques.

La transaction est intervenue sur la base d'une valeur d'entreprise nette de dette de 96 M€ (pour 100% du capital) soit un prix définitif de 81,6 M€. L'incidence de l'entrée de périmètre dans le TFT est déterminée par différence entre le prix payé de 81,6 M€ et la trésorerie de 26,8 M€ soit 54,8 M€

Créé en 1989, MMV est présent dans 16 stations, parmi lesquelles 6 stations dont les domaines skiables sont opérés par la Compagnie des Alpes : Les Arcs, Flaine, Les Menuires, La Plagne, Samoëns et Tignes. Parmi les autres stations dans lesquelles MMV exploite des hébergements figurent notamment L'Alpe d'Huez, Les 2 Alpes, Isola 2000, Montgenèvre, Les Saisies et Val Thorens. MMV dispose d'une offre 4* et Premium d'établissements dédiés aux vacances à la montagne en famille, hiver comme été, avec des activités et des infrastructures de qualité générant une très grande satisfaction client et consacrées par le label « certificat d'excellence » sur Tripadvisor (10 établissements) ou les Travelers Review Awards sur Booking.com (5 établissements avec une note moyenne de 9,8).

Dans l'ensemble de ses clubs, l'offre de MMV inclut des prestations et des services : activités et animations en outdoor comme en indoor, espaces de détente et bien-être et des clubs enfants pour chaque tranche d'âge. La clientèle internationale, essentiellement composée de touristes anglais, belges et néerlandais, représente environ un tiers du total.

MMV emploie 1000 collaborateurs dont plus de 90% de saisonniers. MMV exploite au total 11 500 lits touristiques. Le taux d'occupation a atteint en moyenne 79% en 2022.

MMV déploie une stratégie de développement soutenue : parmi la vingtaine d'actifs en exploitation, 8 ont été ouverts depuis 2019 et 2 en 2022 (Les Clarines aux 2 Alpes en début de saison et Samoëns Village à Samoëns ouvert ce 30 juin 2022). MMV prévoit un rythme d'ouverture annuel de 1 à 2 structures au cours des 3 prochaines années.

Par ailleurs, MMV a élargi son offre avec le lancement en 2022 de Mountain Collection, activité d'hébergement complétée de services enrichis au sein de petites résidences et de chalets 4* et 5*. Cette activité, qui s'inscrit en complémentarité avec l'offre de séjour en hôtels et résidences clubs de MMV, participe au réchauffement de lits touristiques, contribuant ainsi au développement des stations concernées.

Le bilan d'ouverture du groupe MMV se décompose comme suit :

BILAN ACTIF		BILAN PASSIF	
<i>(en milliers d'euros)</i>		<i>(en milliers d'euros)</i>	
	01/10/2022		01/10/2022
Immobilisations corporelles et incorporelles	140 299	SITUATION NETTE	46 596
Droit d'utilisation de l'actif IFRS16	106 183	Provisions non courantes	1 684
Participations dans des entreprises associées	50	Dettes financières non courantes	79 308
Actifs financiers non courants	3 206	Dettes de loyers - Part à plus d'un an	106 183
Impôts différés actifs	5 437	Impôts différés passifs	21 082
ACTIFS NON COURANTS	255 175	PASSIFS NON COURANTS	208 257
Stocks	233	Provisions courantes	377
Créances d'exploitation	9 901	Dettes financières courantes	10 179
Autres créances	2 262	Dettes d'exploitation	25 418
Impôts courants	73	Impôts courants	1 488
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26 761	Autres dettes	2 090
ACTIFS COURANTS	39 230	PASSIFS COURANTS	39 552
TOTAL ACTIF	294 405	TOTAL PASSIF	294 405

Sur la base d'une évaluation réalisée par un expert externe, le groupe a valorisé la marque MMV à hauteur de 34,1 M€.

Conformément à la promesse d'achat des minoritaires (*put*), la Compagnie des Alpes a prévu d'acheter dans un délai de 2,5 ans les 58 960 actions restantes (correspondant à 15% du capital). Par conséquent une dette a été comptabilisée au 31 mars 2023 au titre du *put* pour un montant de 16,4 M€.

Ce montant repose sur la meilleure estimation possible à date des différentes composantes de l'option d'achat qui se décompose comme suit :

- Valeur estimée du groupe MMV nette de dette à horizon du 30 septembre 2025 : 136 M€
- Valeur du *put* non actualisée : 20,4 M€
- Taux d'actualisation annuel : 9%
- Valeur du *put* actualisée : 16,4 M€.

6 - INFORMATIONS SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

6.1 Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/03/2023	31/03/2022
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	5.2	-8 784	-5 388
Acquisitions d'immobilisations corporelles (net de subvention)	5.3	-79 296	-56 613
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		-88 080	-62 001
Variations dettes sur immobilisations		-14 308	-3 537
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES DANS LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE		-102 388	-65 538
Prix de vente des immobilisations incorporelles		0	0
Prix de vente des immobilisations corporelles		348	478
Prix de vente des immobilisations destinées à être cédées		0	0
Variations des créances sur cessions d'immobilisations		478	16
CESSIONS D'IMMOBILISATIONS DANS LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE		826	494

Le détail des investissements de l'exercice est commenté dans les notes 5.2 et 5.3.

6.2 Variation des dettes financières

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/09/2022	Flux de trésorerie	Variation "non cash"				Juste Valeur	31/03/2023
			Acquisitions	Diminutions	Effet de change	Autres		
Emprunts long terme	495 376	8 733				18 512	210	522 831
Emprunts court terme	137 667	-5 226			0	70 123		202 564
Participation des salariés et divers	2 210	298			-1 028	17 860		19 344
Actifs en couverture d'emprunts à long terme	0						72	72
DETTES FINANCIÈRES (hors soldes créditeurs de banque et dettes locatives)	635 253	3 805	0		-1 028	106 495	282	744 811
Soldes créditeurs de banque et assimilés	4 275	9 201	13		0	690		13 843
Dettes liées aux contrats de location	204 967	-11 529	11 493	0	-1 149	106 340		310 122
DETTES FINANCIÈRES DANS LE BILAN CONSOLIDÉ	844 495	1 477	11 506	0	-2 177	213 525	282	1 068 775

6.3 Trésorerie nette

(en milliers d'euros)	31/03/2023	31/03/2022
TRÉSORERIE À L'ACTIF DU BILAN	409 528	408 366
Soldes créditeurs de banques et assimilés	-13 843	-8 419
TRÉSORERIE NETTE DANS LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	395 685	399 947

7 - APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 – Contrats de location

Cette note présente les effets de l'application de la norme IFRS 16 Contrats de location sur les états financiers consolidés du Groupe.

Impact de la norme IFRS 16 sur les états financiers

La valeur comptable des droits d'utilisation et de la dette de loyers ainsi que les mouvements constatés sur la période se décomposent comme suit :

Droits d'utilisation (en milliers d'euros)	Terrains et aménagement	Constructions	Installations techniques / matériel	Autres immobilisations	Droits d'utilisation	Dette de loyers
AU 30 SEPTEMBRE 2022	101 422	81 176	7 695	4 776	195 069	204 967
Nouveaux actifs	4 630			5 228	9 858	9 858
Réévaluations	3 999	-2 504	143		1 638	1 635
Variation de périmètre		106 346			106 346	106 340
Sorties d'actifs						
Dotations aux amortissements et dépréciations	-2 676	-10 746	-577	-523	-14 522	
Paievements de loyers*						-11 529
Ecart de conversion		-910			-910	-1 149
Divers	-4	-2	-3	2	-7	
AU 31 MARS 2023	107 371	173 358	7 258	9 483	297 470	310 122

* variation des dettes de loyer dans le tableau des flux de trésorerie

Par nature, les droits d'utilisation de l'actif IFRS 16 se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 30/09/2022	Nouveaux Actifs	Réévaluations	Sorties d'Actifs	Dotations	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Autres	Au 31/03/2023
Droits d'utilisation de l'actif									
Terrains et aménagements	110 810	4 630	3 999					1	119 440
Travaux de pistes	1 576								1 576
Immeubles, bureaux, commerces et locaux	68 106		-2 504			163	-1 222	-47	64 495
Hôtels et résidences de tourisme	32 979					106 183			139 162
Remontées mécaniques	9 451		143					-108	9 486
Enneigement artificiel	1 079								1 079
Engins de damage	540								540
Attractions	158								158
Autres immobilisations	6 141	5 228						-213	11 156
SOUS-TOTAL DROIT D'UTILISATION	230 840	9 858	1 638			106 346	-1 222	-367	347 092
Amortissements droits d'utilisation									
Terrains et aménagements	-10 678				-2 629			-6	-13 313
Travaux de pistes	-285				-47				-332
Immeubles, bureaux, commerces et locaux	-19 369				-10 174		312	44	-29 187
Hôtels et résidences de tourisme	-541				-572				-1 113
Remontées mécaniques	-2 708				-437			106	-3 039
Enneigement artificiel	-405				-67				-472
Engins de damage	-340				-60				-400
Attractions	-81				-15				-96
Autres immobilisations	-1 364				-523			215	-1 672
SOUS-TOTAL DES AMORTISSEMENTS	-35 771				-14 522		312	359	-49 622
VALEURS NETTES	195 069	9 858	1 638		-14 522	106 346	-910	-8	297 470

La colonne variation de périmètre correspond aux contrats de location des hôtels et résidences de tourisme exploités par le groupe MMV.

Les impacts sur le compte de résultat consolidé s'analysent comme suit :

- Sur le compte de résultat du groupe

(en milliers d'euros)	31/03/2023			31/03/2022		
	Publié	Impact IFRS16	Sans IFRS16	Publié	Impact IFRS16	Sans IFRS16
Excédent brut opérationnel	232 743	16 736	216 007	230 396	7 313	223 083
Résultat opérationnel	151 604	2 204	149 400	164 834	1 398	163 436
Résultat financier	-11 660	-4 262	-7 398	-7 994	-1 898	-6 096

- Sur l'excédent brut opérationnel des métiers :

(en milliers d'euros)	31/03/2023			31/03/2022*		
	EBO publié (1)	Impact IFRS16	EBO sans IFRS16	EBO publié retraité (1)	Impact IFRS16	EBO sans IFRS16
Domaines skiables et activités <i>outdoor</i>	207 773	3 205	204 568	209 874	2 446	207 428
Parcs de Loisirs	-4 453	4 533	-8 986	18 865	3 845	15 020
Distribution & Hospitality	30 885	8 205	22 680	3 543	272	3 271
Holdings & Supports	-1 462	793	-2 255	-1 886	750	-2 636
TOTAL	232 743	16 736	216 007	230 396	7 313	223 083

* les données publiées au titre de l'exercice 2021/2022 ont été retraitées pour prendre en compte l'évolution de l'organisation décrite dans les faits marquants

(1) Le groupe a pris la décision d'inclure dans l'Excédent brut opérationnel des métiers la refacturation des prestations de holdings entre CDA SA et les filiales du groupe. L'EBO global du Groupe reste inchangé.

Les montants comptabilisés en compte de résultat sur l'année au titre des contrats de location et des contrats de concessions sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Au 31/03/2023	Au 31/03/2022
Loyers des contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur	-8 349	-3 783
Redevances variables des contrats de concession	-9 685	-8 636
Amortissements et dépréciations des droits d'utilisation	-14 522	-5 915
Intérêts sur dette de loyers	-4 262	-1 898
TOTAL	-36 819	-20 231

Les loyers variables correspondent principalement aux redevances versées par certaines sociétés de remontées mécaniques, filiales du groupe.

8 - ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les engagements du Groupe en matière de loyers représentent 5,5 M€. Ils représentent les contrats considérés comme de faible valeur ou d'une durée inférieure à un an non retraités en application de la norme IFRS16 :

(en milliers d'euros)	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
Loyers	3 024	2 483	18	5 525

Les loyers variables, non repris dans les engagements ci-dessus, correspondent principalement aux redevances versées par certaines sociétés de remontées mécaniques et représentent, sur une année normative, environ 1% du chiffre d'affaires total du groupe. Le groupe n'anticipe pas de variation significative de ce montant.

Les principaux engagements hors bilan du Groupe sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2023	30/09/2022
Avals et cautions	80	80
Garanties de passif données	10 236	10 336
Promesses d'achats consenties	908	84 837
Hypothèques	3 760	3 861
Autres	119 346	55 704
ENGAGEMENTS DONNÉS	134 330	154 818
Garanties de passif reçues	2 644	3 144
Cautions reçues	7 370	9 072
Autres	500 000	300 000
ENGAGEMENTS REÇUS	510 014	312 216

- Dans le cadre de la mise en place de sociétés foncières pour dynamiser la rénovation du parc immobilier des stations, les sociétés de remontées mécaniques garantissent aux investisseurs un niveau de loyer durant la période de rénovation, puis de remise sur le marché. Ces engagements s'élèvent à environ 3,7 M€.
- Les lignes de financement octroyées par CDA Financement aux sociétés non consolidées SAP Invest, SAP Location et non utilisées au 31 mars 2023 s'élèvent à 2,4 M€.
- Dans le cadre du plan de transformation du Futuroscope, les garanties suivantes ont été données par la Compagnie des Alpes SA :
 - Une lettre d'intention a été signée garantissant 25% du montant de l'engagement de travaux relatifs aux installations et immeubles du parc actuel, estimé à 100 M€, soit un montant forfaitaire maximum égal à 25 M€ ;
 - Une lettre d'intention a été signée garantissant 2 années de loyers du parc actuel pour un montant de 6,2 M€
 - Enfin une garantie de loyer d'un trimestre a été donnée pour le second parc dont la construction est prévue, pour un montant de 279 K€.
- Les autres garanties données sont les suivantes :
 - deux garanties maison-mère à première demande ont été données à la Ville de Paris pour la société Jardin d'Acclimatation, pour un montant total de 9,2 M€, une garantie d'un montant de 8,2 M€ relative à la redevance d'exploitation due jusqu'en 2041, et une garantie d'un montant de 1 M€, relative à l'exécution du programme contractuel d'investissement jusqu'en 2024 ;
 - en décembre 2017, dans le cadre de la Délégation de Service Public entre la société SCV Domaine Skiable et le SIGED, la CDA a octroyé une garantie de paiement à première demande afférente à la redevance. Cette garantie porte sur un montant de 600 K€ ;

- une garantie bancaire et une garantie maison-mère à première demande de 750 KCHF, ont été données pour le site de By Grevin ;
 - dans le cadre de son activité d'agences de voyages, CDA a octroyé une garantie Tour opérateur pour le compte de Travel Factory et ses filiales pour un montant de 6,2 M€.
 - suite à la mise en place du Travelski Express, TravelFactory s'est engagé auprès d'Eurostar à hauteur de 0,9 M€, correspondant aux frais d'annulation des trains sur la saison 2022 / 2023.
 - l'immeuble sis Lieu Dit Pelinche fait l'objet d'une hypothèque de rang 2 en pleine propriété à hauteur de 3,8 M€, sur l'emprunt obtenu par la société Cassiopée.
 - suite à l'acquisition du groupe MMV, nous avons pris en compte les engagements donnés sur leurs différents emprunts pour un montant de 69,8 M€ au 31/03/2023.
- Au 31 mars 2023, les engagements reçus s'analysent pour l'essentiel comme suit :
 - Les cautions reçues proviennent essentiellement :
 - des garanties données à ADS pour 5,7 M€ sur des opérations foncières.
 - de cautions reçues de fournisseurs pour 1,1 M€ dans le cadre de travaux au Parc Astérix
 - d'une caution reçue sur des garanties de prestations touristiques pour Futuroscope Destination pour un montant de 0,6 M€.
 - Des garanties de passif pour un montant de 2,6 M€ ont été reçues lors de l'acquisition des sociétés opérant sous licence Evolution 2 ;
 - Une promesse de vente des 15% d'intérêts minoritaires résiduels dans MMV a été octroyée au profit de la Compagnie des Alpes par le Président et le Directeur Général de MMV ;
 - Concernant l'acquisition MMV, une garantie d'actif et une garantie de passif classique (à titre de réduction du prix) plafonnée à 5 M€ ont été octroyées ; une garantie spécifique a été accordée également sur un litige en particulier et n'est pas plafonnée ;
 - Des financements bancaires non utilisés à la clôture de l'exercice au 31/03/2023, pour un montant de 500 M€ (Lignes de RCF non tirée).
 - Par ailleurs au titre des différents contrats souscrits au sein du Groupe Compagnie des Alpes, les filiales peuvent être amenées à prendre des accords sur des enveloppes d'investissements. Ces derniers sont variables et révisables notamment en durée, en montant, et en nature, en fonction des contrats et des opportunités de mise en œuvre. Compte tenu de certains contrats de baux souscrits par les Parcs de loisirs, ces accords d'enveloppes d'investissements peuvent concerner l'ensemble des filiales du groupe.

9 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Néant.

IV – ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés résumés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 23 mai 2023

Dominique Thillaud

Directeur Général